

- RAPPORT D'ÉVALUATION  
FINAL -

- ANNEX 6 - PECOBAT

EVALUATION DU PROJET “ÉCO-  
CONSTRUCTION BATIMENT (PE-  
COBAT)” EN MAURITANIE

Contract T05-EUTF-SAH-MR-01-01

POUR

L'UNION EUROPEENNE, REPRE-  
SENTEE PAR LA COMMISSION EU-  
ROPEENNE



Centre pour l'Évaluation et le Développement

CENTER FOR  
EVALUATION AND  
DEVELOPMENT  
(C4ED)

MANNHEIMER  
ZENTRUM FÜR  
EVALUATION UND  
ENTWICKLUNGS-  
FORSCHUNG  
(MZEEF)

CENTRE POUR  
L'ÉVALUATION ET  
LE DÉVELOPPE-  
MENT

CENTRO PARA LA  
EVALUACIÓN Y  
EL DESARROLLO

[WWW.C4ED.ORG](http://WWW.C4ED.ORG)

NOVEMBRE 2024

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

Ce rapport d'évaluation est produit par le Centre pour l'Évaluation et le Développement (C4ED) et est soutenu et encadré par le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne (FFU). Le rapport ne représente pas les positions de la Commission Européenne (UE).

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

**REMERCIEMENTS**

L'équipe de recherche exprime sa gratitude pour les conseils avisés et le soutien fournis par le Bureau International du Travail (BIT) tout au long de ce travail d'évaluation. L'appui de la délégation de l'Union Européenne en Mauritanie a également été d'une grande valeur.

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

**TABLE DES MATIÈRES**

Remerciements .....	ii
Table des Matières .....	iii
Liste des Tableaux .....	v
Liste des Figures .....	v
Abbreviations .....	vi
Résumé exécutif .....	1
1 Introduction.....	7
1.1 Description du project PECOBAT .....	7
1.2 Description de la modalité « Chantier École » .....	8
1.3 Parties prenantes .....	9
1.4 Description de l'évaluation.....	10
1.5 Méthodologie.....	10
1.5.1 Description de l'échantillon.....	11
1.5.2 Outils de collecte .....	13
1.5.3 Analyse .....	14
1.5.4 Limitations et faiblesses.....	14
2 Contexte .....	16
1.1. L'économie de la Mauritanie .....	16
2.1.1 Contexte socio-économique .....	16
2.1.2 Le marché du travail .....	16
2.1.3 Le secteur du bâtiment et travaux publics .....	17
2.2 L'Union Européenne en Mauritanie.....	18
3 Constats.....	18
3.1 QE1. Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-t-elle à l'emploi, la création d'emploi et aux compétences ?.....	18
3.1.1 Quel est l'impact de la modalité « chantier école » sur le développement de compétences ? (1.1.MRT2.a).....	18
3.1.2 Quels sont les effets de la modalité « chantier école » sur l'employabilité des bénéficiaires ? (1.1.MRT2.b).....	19
3.1.3 Quel est l'impact de la modalité « chantier école » sur l'emploi décent ? (1.1.MRT2.c) .....	19
3.1.4 Dans quelle mesure les compétences acquises grâce aux formations sont-elles alignées avec les attentes des employeurs sur le marché du travail local ? (1.3.MRT2) ..	20
3.2 QE2. Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-elle au niveau de vie et à la résilience des BENEFCIAIRES ?.....	21
3.2.1 Quel sont les effets de la modalité « chantier école » sur le niveau de revenus des bénéficiaires ? (2.1.MRT2.a) .....	21

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

3.2.2	Quels sont les effets de la modalité « chantier école » sur la résilience ? (2.1.MRT2.b) .....	21
3.3	QE3. Dans quelle mesure la modalité Chantier École a-t-elle été efficiente ?.....	22
3.3.1	MRT2 Quels sont les effets de la modalité « chantier école » par rapport à leurs coûts ? 22	
3.4	QE4. À quels autres résultats désirés ou inattendus la modalité « chantier école » a-t-elle contribué ? .....	24
3.4.1	Comment l'intervention a-t-elle changé les aspirations de vie des bénéficiaires (4.2.MRT2)? .....	24
3.5	QE5. Dans quelle mesure la modalité „chantier école“ a-t-elle inclus et soutenu les groupes VULNERABLES ? .....	24
3.5.1	Quels sont les effets de la participation à la modalité « chantier école » sur l'autonomisation des femmes (5.1. MRT2).....	24
3.5.2	Dans quelle mesure la modalité « chantier école » est-elle sensible au genre (5.2.MRT2) ? .....	25
3.5.3	Dans quelle mesure le cadre de soutien aux jeunes répond-il aux besoins spécifiques des jeunes bénéficiaires (5.3.MRT2)? .....	25
4	Conclusions, recommandations et leçons apprises.....	26
4.1	Conclusions.....	26
4.1.1	Pertinence .....	26
4.1.2	Efficiences .....	27
4.1.3	Efficacité.....	28
4.1.4	Impact .....	28
4.2	Recommandations .....	30
4.3	Leçons apprises.....	33
5	Annexes.....	35
5.1	Théorie du Changement du projet PECOBAT .....	35
5.2	Cadre logique.....	36
5.3	Matrice d'évaluation .....	42
5.4	Liste des personnes et organisations consultées.....	51
5.5	Calendrier des activités .....	52
5.6	Équipe d'évaluation.....	54
5.7	Bibliography .....	56

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

**LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Échantillon qualitatif .....	13
Tableau 2 : Répartition du budget du FFU dans le projet PECOBAT en 2023 .....	23
Tableau 3 : Matrice d'évaluation .....	42
Tableau 4 : Liste des personnes et organisations consultées .....	51
Tableau 5 : Plan de travail 2021-2024 .....	52

**LISTE DES FIGURES**

Figure 1 : Zones d'intervention du projet PECOBAT .....	8
Figure 2 : Théorie du changement du projet PECOBAT .....	35

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

**ABBREVIATIONS**

AFD	Agence Française de Développement
ANAPEJ	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
BIT	Bureau International du Travail
C4ED	Centre pour l'Evaluation et le Développement
CAD	Comité d'Aide au Développement
CAON	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CTS	Comité Technique de Suivi
CV	Curriculum Vitae
DFTP	Direction de la Formation Technique Professionnelle
EIC	Evaluation d'Impact Contrefactuelle
ETFP	Enseignement et Formation Technique et Professionnelle
GIE	Groupements d'Intérêt Économique
INAP-FTP	Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle
J-PAL	Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab
UE	Union Européenne
FFU	Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique
HIMO	Haute Intensité de Main-d'œuvre
MEJS	Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports
MEFP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises
ONS	Office National Mauritanien de la Statistique
OCDE	Organisation de la Coopération et de Développement Économiques
OIT	Organisation Internationale du Travail
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
MRU	Ouguiya mauritanien
PECOBAT	Projet d'Eco-Construction Bâtiment
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTD	Programme Pays pour la Promotion du Travail Décent
QE	Questions d'Evaluation
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SOMELEC	Société Mauritanienne d'Electricité
TdC	Théorie du Changement
UNDP	United Nations Development Program/ Programme des Nations Unies pour le Développement

## **RESUME EXECUTIF**

### **Introduction**

Dans ce rapport d'évaluation final, le Centre pour l'Évaluation et le Développement (C4ED), mandaté par le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne (FFU), présente les résultats de l'évaluation de la modalité « Chantier École » du projet d'Eco-Construction Bâtiment (PECOBAT), financé par le FFU. Le projet PECOBAT, mis en œuvre par le Bureau International du Travail (BIT), vise à stimuler l'insertion économique et professionnelle des jeunes en dynamisant l'économie locale du Bâtiment et Travaux Publics (BTP) dans les régions mauritaniennes du Brakna, de l'Assaba, du Guidimakha, du Gorgol et de Nouakchott. Le C4ED explore dans son évaluation la pertinence, l'efficacité, l'efficacé et l'impact du volet « formation professionnelle » de la modalité « Chantier École » dans les régions du Brakna, du Gorgol et de Nouakchott.

Initialement conceptualisée pour devenir une étude d'impact, la méthodologie d'évaluation a dû être ajustée suite à l'intégration du cursus de formation continue en 2021. Par conséquent, le C4ED a été contraint d'ajuster l'approche d'évaluation d'impact basée sur l'utilisation de méthodes mixtes pour se concentrer exclusivement sur une évaluation qualitative de l'impact, de l'efficacité et de la pertinence de la modalité « Chantier École » du projet PECOBAT. Au total, 65 entretiens ont été conduits et ont permis d'explorer les effets de la modalité « Chantier École » sur l'employabilité des bénéficiaires, leur accès à l'emploi (décent), leur résilience, leurs aspirations de vie et enfin sur l'autonomisation des femmes.

### **Contexte du pays et du secteur**

Le marché du travail en Mauritanie se caractérise par un faible taux d'emploi de 37 % et un taux de chômage de 11,8 %, avec une grande proportion de la population en âge de travailler étant inactive (58,5 %). Une majorité des travailleurs se tournent vers l'auto-emploi, souvent dans le secteur informel, pour accéder à l'emploi ou diversifier leurs revenus, ce qui représente un défi majeur pour le développement économique du pays. La population active potentielle est de 56,77 %, mais un tiers de cette population est analphabète, indiquant un important déficit en capital humain.

Le secteur public ne représente que 9 % de l'emploi total, laissant le secteur privé comme principal pourvoyeur d'emplois. Toutefois, ces emplois sont souvent précaires. Les obstacles tels que l'accès limité au financement, les lourdeurs administratives et l'insuffisance des infrastructures économiques freinent les initiatives entrepreneuriales et les investissements privés, surtout parmi les jeunes, dont les compétences ne correspondent pas aux besoins des employeurs.

Le secteur du BTP a profité de nombreux grands projets d'infrastructures ces dernières années, augmentant sa contribution au secteur secondaire de 5 % en 1999 à 16 % en 2018. Cependant, le secteur reste largement dominé par l'informalité, avec des emplois vulnérables et une faible productivité.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

### Constats principaux

**QE1. Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-t-elle à l'emploi, la création d'emploi et aux compétences ?**

Les données issues de l'évaluation de la modalité « Chantier École » du projet PECOBAT en Mauritanie indiquent qu'elle a été unanimement saluée pour son efficacité à développer des compétences techniques. En effet, les formations ont permis d'acquérir des compétences techniques rares, favorisant l'accès à des opportunités d'emploi, bien que souvent temporaires et non déclarées (constat 1). Néanmoins, les compétences de vie apprises, telles que les techniques de recherche d'emploi, semblent peu adaptées au secteur informel du BTP (constats 2 et 3). Certains bénéficiaires ont utilisé leurs compétences pour des projets communautaires non rémunérés, renforçant ainsi leur confiance et leur savoir-faire (constat 4).

Si les bénéficiaires ont acquis des compétences techniques recherchées, notamment en maçonnerie Voûte Nubienne, ils peinent à obtenir des emplois décentés et stables (précarité de l'emploi, absence de contrats formels, rémunération journalière). Seulement 18 % des 1 320 emplois visés par le projet avaient été créés fin 2023. Toutefois, les bénéficiaires qui ont trouvé un emploi se montrent satisfaits des conditions de travail lors des périodes d'emploi, malgré leur caractère temporaire et non déclaré, et les salaires perçus sont jugés supérieurs au revenu minimum (constats 7, 8 et 9).

**QE2. Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-elle au niveau de vie et à la résilience des bénéficiaires ?**

Pendant leur formation, les bénéficiaires ont vu leurs revenus augmenter grâce à des bourses mensuelles, bien que celles-ci aient principalement permis d'améliorer leur image dans la communauté sans générer de revenus significatifs, à l'exception de quelques petits travaux (constat 13). Après la formation, les effets sur les revenus sont mitigés, avec peu de bénéficiaires trouvant des emplois stables, mais certains ayant réussi à générer des revenus à travers des initiatives entrepreneuriales, soulignant leur résilience économique (constat 14).

En ce qui concerne la résilience, la majorité des bénéficiaires sont restés sans emploi stable, ce qui limite leur capacité à gérer des chocs économiques (constat 15). Cependant, la motivation des jeunes à améliorer leur situation se manifeste par leur participation à des projets communautaires et à des formations additionnelles, illustrant ainsi leur résilience sociale (constat 16). De plus, la religion joue un rôle non négligeable dans leur capacité à garder espoir et à persévérer, renforçant leur résilience face aux défis associés à l'emploi et à la pauvreté (constat 17).

**QE3. Dans quelle mesure la modalité Chantier École a-t-elle été efficiente ?**

Le budget total de 3 200 000 € montre que près de la moitié des dépenses est allouée aux ressources humaines et aux activités spécifiques de formation, soulignant l'importance accordée à l'encadrement des bénéficiaires (constat 18). Cependant, des dépenses élevées dans certaines catégories, comme les « Autres », représentant 41,5 % du budget, nécessitent une étude plus approfondie pour garantir une utilisation efficace des fonds (constat 19). Les dépenses prudentes allouées aux voyages et équipements indiquent une gestion attentive, bien que l'adéquation des ressources avec les besoins des bénéficiaires, notamment des entrepreneurs, reste questionnée (constat 20). Globalement, bien que des efforts stratégiques aient été faits pour orienter les dépenses vers la formation, un équilibre plus optimal entre coûts fixes et investissements directs est nécessaire pour maximiser l'impact (constat 21). De plus, le projet n'a pas atteint ses objectifs d'insertion professionnelle, en grande partie à cause du ratio défavorable entre les chargés de suivi et les bénéficiaires, ainsi que des défis rencontrés pour impliquer les groupes cibles tels que les femmes et les migrants (constats 22 et 23).

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

QE4 À quels autres résultats désirés ou inattendus la modalité « chantier école » a-t-elle contribué ?

Le projet a conduit à des changements dans les aspirations de vie des bénéficiaires. Ceux-ci, initialement attirés par des métiers bureautiques, développent maintenant des ambitions pour gérer des projets de construction, intégrer des entreprises nationales, ou créer leur propre société dans le secteur du BTP, montrant une volonté d'adapter leurs aspirations à la réalité du marché de l'emploi en Mauritanie (constat 24).

Cependant, les intentions de migration des jeunes sont ambivalentes ; l'acquisition de compétences a réduit le désir d'émigrer pour certains, qui se sentent plus confiants dans leur capacité à réussir localement, tandis que d'autres, confrontés à un manque d'opportunités, sont poussés à envisager l'émigration comme solution (constat 25). La disponibilité et la qualité des opportunités d'emploi post-formation jouent un rôle crucial dans ces décisions.

QE5. Dans quelle mesure la modalité “chantier école” a-t-elle inclus et soutenu les groupes vulnérables ?

Les participantes ont réussi à équilibrer leurs responsabilités familiales et leur formation, soulignant une avancée vers l'autonomisation malgré les normes de genre restrictives (constat 26). Elles ont acquis des compétences managériales et une mentalité orientée vers l'autonomie, leur permettant de concilier vie professionnelle et familiale (constat 27). Cependant, des obstacles socio-culturels persistent, manifestés par un abandon fréquent des femmes pour raisons de santé ou de grossesse, et par des stéréotypes de genre qui compliquent leur intégration dans les secteurs masculins comme le BTP (constat 28).

Concernant la sensibilité au genre (constats 29 à 31), le projet a été conçu avec des objectifs visant à inclure un minimum de 25 % de femmes, atteignant finalement 30 % des participants, ce qui a amélioré leur statut dans les communautés (constat 30). Toutefois, ces quotas n'ont pas suffi à surmonter les barrières structurelles qui limitent l'égalité des opportunités pour les femmes, telles que des préjugés liés au genre et des attentes culturelles restrictives (constat 31).

Sur le plan du cadre de soutien aux jeunes (constats 32 à 34), l'accompagnement individualisé a été généralement bien perçu par les bénéficiaires, mais des difficultés subsistent, notamment une transition vers l'emploi souvent complexe et un manque de soutien post-formation (constat 33). De plus, des problèmes ont été signalés concernant la participation des migrants rapatriés, suggérant que le cadre de collaboration prévu n'a pas été efficacement mis en œuvre (constat 34).

### Conclusions

**Pertinence :** Le projet s'inscrit dans un contexte de demande d'emplois en Mauritanie. Le fait que ce projet soit axé sur la formation et l'insertion des jeunes dans un contexte de sous-emploi massif et de précarité est effectivement une démarche pertinente et en ligne avec les politiques publiques nationales. Il peut offrir à la fois une réponse aux besoins d'infrastructures et une solution pour l'employabilité des jeunes.

Bien que la formation ait permis à certains bénéficiaires d'acquérir des compétences techniques recherchées, notamment en construction de Voûte Nubienne, des difficultés persistent pour assurer l'accès aux emplois dans le secteur du BTP : les difficultés des entrepreneurs à employer la nouvelle main d'œuvre formée et leur préférence pour la main d'œuvre étrangère, souvent considérée comme plus compétente.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

De plus, l'intégration de quotas de 25 % pour les femmes, bien que bénéfique pour la représentation féminine, n'a pas permis de surmonter les obstacles structurels et socioculturels qui entravent leur pleine participation dans le secteur.

Le soutien post-formation, jugé insuffisant, a laissé de nombreux bénéficiaires sans accompagnement adapté dans leur recherche d'emploi ou de stages.

**Efficience** : L'évaluation de l'efficience financière de la modalité « Chantier École » du projet PECOBAT a été limitée par l'absence de données détaillées sur les dépenses spécifiques. L'analyse des dépenses globales montre que la formation et l'accompagnement des bénéficiaires ont absorbé une part importante du budget, ce qui est en ligne avec les objectifs du projet. Cependant, certains postes, comme le coût du bureau local et la catégorie « Autres », nécessitent une analyse plus approfondie pour assurer une utilisation optimale des fonds.

Malgré des investissements dans des activités stratégiques, l'équilibre entre les coûts fixes et les dépenses directes auprès des bénéficiaires pourrait être amélioré. Le ratio élevé de jeunes par chargé de suivi a également limité l'efficacité de l'accompagnement. Enfin, le projet n'a pas atteint certains groupes cibles, en particulier les femmes et les migrants rapatriés (par manque de stratégie claire et de collaboration avec les institutions clés), et l'absence d'ajustements a restreint son impact et son efficience globale.

**Efficacité** : Selon l'évaluation menée par l'OIT, le projet a seulement atteint l'objectif de construire les 10 infrastructures prévues (résultat 2). Le projet n'est ni parvenu à former le nombre de jeunes (1 051 jeunes représentant 61% de l'objectif de 1 720 - résultat 1) ni à créer les emplois prévus (238 emplois représentant 18% de l'objectif de 1 320 – résultat 3). Ainsi, en considérant une moyenne simple de ces principaux résultats, le projet a atteint 60% de ces objectifs.

**Impact** : Les effets sur le niveau de vie des bénéficiaires sont rares et temporaires. Le système de bourses a permis une amélioration ponctuelle, mais la majorité, toujours sans emploi après la formation, a retrouvé un niveau de vie comparable à celui d'avant. Toutefois, certains bénéficiaires ont obtenu des emplois mieux rémunérés, bien que souvent précaires.

La résilience socio-économique reste mitigée, avec une forte motivation chez les bénéficiaires à persévérer malgré l'instabilité de leur situation professionnelle. Leur engagement dans des projets communautaires et leur désir de générer des revenus reflètent cette résilience, mais le manque d'accompagnement post-formation entrave leur progression vers une meilleure stabilité économique.

Enfin, la formation a influencé les aspirations des jeunes, les orientant vers des carrières dans le BTP, mais elle a eu des effets contrastés sur leurs intentions de migration. Si certains se montrent plus confiants dans les opportunités locales, d'autres, déçus par le manque d'emplois stables, envisagent toujours de migrer. Pour les femmes, la formation a eu un impact positif sur leur compétences, mais les stéréotypes de genre persistants et l'absence de soutien adapté aux femmes pour surmonter leur défis freinent leur pleine intégration dans le secteur du BTP.

Dans l'ensemble, il est difficile d'imaginer que le projet puisse apporter une réponse à l'échelle des difficultés rencontrées sur le marché du travail local. L'approche pourrait servir de base de systématisation d'un modèle dans les différents domaines de la formation, pour contribuer à résoudre les problèmes d'employabilité dans le pays sous certaines conditions (meilleur accompagnement post-formation, soutien du secteur privé, encouragement à la formalisation des activités...) et seulement dans un horizon de long terme.

## **Recommandations**

### **1. Adapter les méthodes de recherche d'emploi au secteur informel**

Il est recommandé d'adapter la modalité « Chantier École » pour mieux répondre aux réalités du marché local. Une collaboration avec des entreprises locales pour offrir des stages ou des missions temporaires serait bénéfique. De plus, l'organisation d'événements de réseautage tels que des foires de l'emploi ou des salons de carrière faciliterait les rencontres entre anciens bénéficiaires, recruteurs, et professionnels du secteur. Enfin, le développement de plateformes en ligne dédiées pourrait fournir un accès essentiel aux offres d'emploi, aux opportunités de formation continue, et aux ressources de développement professionnel, favorisant ainsi la connexion des anciens bénéficiaires avec des employeurs adaptés à leurs compétences.

### **2. Améliorer l'accès aux stages et promouvoir leur pérennisation**

Pour faciliter l'accès des bénéficiaires à des opportunités professionnelles, il est nécessaire d'élargir le nombre de stages proposés et de renforcer les partenariats avec les entreprises locales. Des incitations peuvent être mises en place pour encourager les entreprises à transformer ces stages en contrats à long terme.

### **3. Renforcer le suivi post-formation**

Pour améliorer les perspectives d'emploi à long terme des bénéficiaires et pérenniser leurs aspirations professionnelles tout en réduisant les intentions de migration, un soutien continu après la formation est crucial. Un accompagnement structuré et intensifié après la formation est nécessaire pour garantir la durabilité des compétences acquises. Il est recommandé d'établir un mécanisme de suivi, incluant un soutien à la recherche d'emploi. Ce suivi peut prendre la forme de projets de mentorat permettant aux bénéficiaires de recevoir des conseils de professionnels expérimentés sur la recherche d'emploi et la préparation aux entretiens.

### **4. Encourager l'entrepreneuriat et les GIE**

Les Groupements d'Intérêt Économique (GIE) représentent une opportunité de création d'emplois et de mutualisation des ressources. Il est recommandé d'apporter un soutien accru aux bénéficiaires dans la création et le développement de GIE, notamment en fournissant des financements, du matériel, et un accompagnement technique pour renforcer leur capacité à générer des revenus de manière autonome.

### **5. Améliorer la résilience des bénéficiaires à travers des modules de compétences de vie**

Le développement de compétences sociales et psychologiques, en complément des compétences techniques, pourrait renforcer la résilience des bénéficiaires. Il est suggéré d'introduire des modules sur la gestion des finances, la persévérance, et la gestion du stress, afin d'aider les bénéficiaires à surmonter les obstacles socio-économiques et à mieux se préparer aux réalités du marché du travail.

### **6. Renforcer l'approche programmatique basée sur le genre**

Il est crucial de dépasser les quotas pour aborder les obstacles structurels auxquels les femmes sont confrontées dans le secteur du BTP. Pour cela, une stratégie de genre intégrée doit être mise en œuvre, incluant des actions ciblées pour sensibiliser les employeurs sur l'importance de l'égalité des sexes et les avantages d'une main-d'œuvre diversifiée. En outre, établir des partenariats avec des entreprises locales favoriserait leur embauche et leur inclusion dans le secteur. Enfin, il est essentiel d'effectuer une évaluation continue des impacts de ces initiatives sur l'emploi des femmes pour ajuster les stratégies et garantir leur efficacité.

**7. Inclure explicitement les stratégies de recrutement des femmes et migrants de retour.**

Il est essentiel de renforcer la stratégie de recrutement des profils de bénéficiaires visés en établissant des partenariats solides avec les organisations locales et les autorités compétentes, telles que l'OIM. Il est crucial de collaborer étroitement avec des ONG locales et des associations communautaires ayant une connaissance approfondie des migrants de retour et des femmes dans les zones ciblées. Enfin il est important d'impliquer directement les migrants de retour et les femmes dans le processus de conception des programmes de formation.

**Leçons apprises**

**1. La promotion de l'emploi décent la Mauritanie ne peut pas se faire seulement via des initiatives isolées.**

Les initiatives visant à promouvoir l'emploi dans des contextes hautement informels doivent être complétées par des stratégies nationales pour soutenir la formalisation du marché du travail afin d'y promouvoir des conditions de travail décentes.

**2. Le soutien du secteur privé existant est fondamental pour assurer l'accès aux opportunités d'emplois durables.**

Pour garantir la durabilité des résultats, il est crucial de soutenir le secteur privé ainsi que de renforcer les partenariats avec des entreprises locales et des acteurs du secteur privé, permettant ainsi une meilleure transition vers l'emploi pour les participants.

**3. Les formations spécifiques sont utiles pour augmenter l'employabilité des jeunes dans les secteurs concernés.**

La méthode « Chantier École » a démontré son efficacité pour l'acquisition de compétences techniques spécifiques et particulièrement bénéfiques car elles ouvrent davantage d'opportunités d'emploi. Il est recommandé de continuer à développer et à proposer des formations spécialisées adaptées aux besoins du marché local pour maximiser l'impact sur l'employabilité.

**4. Une coordination efficace entre les parties prenantes est essentielle à la réussite des projets.**

Des défis en matière de coordination entre les différents partenaires (ONG, autorités, entreprises privées) ont parfois retardé les activités et entravé les objectifs en termes de participation des groupes cibles. La mise en place d'un mécanisme de coordination formel avec des réunions régulières et des canaux de communication clairs permettrait d'améliorer l'efficacité et la cohérence des actions.

**5. L'appropriation locale et l'inclusivité sont des facteurs clés de durabilité.**

Les chantiers écoles ont montré une plus grande réussite là où les communautés locales étaient pleinement impliquées dans la planification et l'exécution des activités. Assurer que les communautés locales participent activement et sont représentées dans les processus de décision renforce non seulement l'appropriation mais aussi la pérennité des acquis du projet.

## **1 INTRODUCTION**

Entre le 1er janvier et le 15 septembre 2015, plus de 430 000 personnes rejoignaient l'Union européenne (UE) en traversant la mer Méditerranée, ce qui représentait une augmentation importante par rapport aux années antérieures. Pendant cette même période, plus de 2 000 personnes perdaient la vie (Human Rights Watch). À la fin de l'année 2015, plus d'un million de migrants avaient atteint la Grèce et l'Italie, ou demandé l'asile en Allemagne (Fargues, 2016). En réponse à cette situation sans précédent, les dirigeants de l'UE et des États africains concernés par le passage et/ou l'arrivée de migrants se sont rencontrés lors du sommet international de la Valette sur la migration en novembre 2015. C'est lors de cette rencontre que la création du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique (FFU) a été décidée, avec pour objectif principal de favoriser la stabilité et de contribuer à une meilleure gestion des migrations en s'attaquant aux causes profondes de la déstabilisation, des déplacements forcés et des migrations irrégulières (Boyer, Lima, & Mounkaïla, 2023). Plus précisément, le FFU finance depuis lors des activités dans 26 pays et réparties dans trois régions d'Afrique, soit le Sahel et le Lac Tchad, la Corne de l'Afrique et l'Afrique du Nord (Cour des Comptes Européennes, 2018). Le FFU a été prévu pour une durée de cinq ans, ce qui a entraîné l'arrêt de la signature de nouveaux projets à la fin de 2020. Les projets déjà contractés ont néanmoins continué à être mis en œuvre au-delà de 2020, jusqu'à l'achèvement de leur période d'exécution.

En octobre 2020, le FFU publiait un appel d'offre pour réaliser 1) neuf évaluations dans les sept pays ayant des projets éligibles à la méthodologie d'évaluation d'impact<sup>1</sup> : l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Mauritanie, le Sénégal et l'Ouganda (ci-après dénommées « Résultat 1 ») ; et 2) une évaluation d'un portefeuille de 84 projets financés par le FFU et soutenant la création d'emplois durables dans 18 pays africains (ci-après dénommée « Résultat 2 »). Le Centre d'Évaluation et de Développement (C4ED) a été mandaté par le FFU pour conduire ces évaluations, dont celle de la modalité « Chantier École » du projet d'Eco-Construction Bâtiment (PECOBAT) dans le cadre du Résultat 1, mise en œuvre par le Bureau International du Travail (BIT) et dont il est question dans ce rapport.

Ce rapport final propose une synthèse de toutes les conclusions des activités d'évaluation entreprises depuis janvier 2021. Il vise également à formuler des recommandations spécifiques à la modalité « Chantier École » du projet PECOBAT basées sur les conclusions d'une évaluation qualitative rigoureuse. Enfin, il sera utilisé par le C4ED dans le cadre de l'évaluation du portefeuille de projets financés par le FFU en Afrique (Résultat 2).

---

### **1.1 DESCRIPTION DU PROJET PECOBAT**

Le projet PECOBAT (2016-2022), financé par le FFU et mis en place par le BIT depuis 2016, vise à promouvoir l'emploi des jeunes dans les zones défavorisées de Mauritanie. Il contribue au Programme Pays pour la Promotion du Travail Décent (PPTD) 2012-2018, signé entre le BIT et la République Islamique de Mauritanie, en particulier à l'axe prioritaire 1 : la promotion d'emplois décents pour les jeunes hommes et femmes, en milieu urbain et rural (OIT, 2023). En 2018, l'Agence Française de Développement (AFD) décide de s'associer au FFU et au BIT pour

---

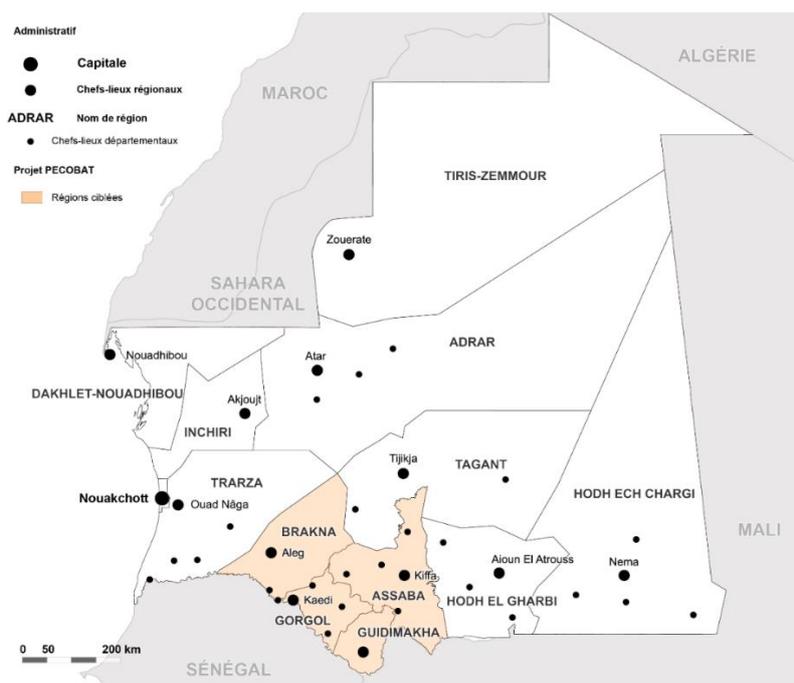
<sup>1</sup> La méthodologie d'évaluation d'impact requiert l'utilisation de méthodes expérimentales, permettant de constituer un groupe témoin par l'assignation aléatoire des participants entre un groupe de traitement (bénéficiant du projet) et un groupe « contrôle » composé de non-participants. Alternativement, des méthodes non expérimentales (ou quasi expérimentales) peuvent être employées pour reconstruire le contrefactuel a posteriori, en utilisant des techniques statistiques.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

lancer une nouvelle phase du projet, appelée PECOBAT II. Le projet cible plusieurs régions : le Brakna (avec l'appui de l'UE), l'Assaba (soutenue par l'AFD), le Guidimakha, le Gorgol (financés par l'AFD et l'UE), ainsi que Nouakchott (Figure 1). Les contributions financières s'élèvent à 3 200 000 euros pour le FFU et à 3 500 000 euros pour l'AFD (AFD, 2021 ; OIT, 2023)

Le projet PECOBAT s'adresse à des hommes, femmes et migrants rapatriés âgés de 16 à 35 ans. D'après son cadre logique (voir Annexe 5.2), il vise à former au moins 1720 jeunes et à créer 1 320 emplois dans les régions de l'Assaba, du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha. Le projet a pour objectif global de soutenir le développement économique local en s'appuyant sur trois piliers. Le premier pilier concerne la formation professionnelle et l'intégration sur le marché du travail de jeunes femmes, hommes et migrants rapatriés au chômage, notamment ceux ayant peu de qualifications. Le deuxième pilier prévoit la création d'infrastructures susceptibles d'avoir un impact rapide sur la dynamisation de la région en termes économiques et sociaux. Quant au troisième, il consiste en la mise en place d'activités visant la dynamisation du développement socioéconomique local, grâce à l'appui à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises, le renforcement des services de proximité aux entreprises, et l'amélioration de l'accès aux microfinances pour les jeunes, entre autres (OIT, 2023).

Figure 1 : Zones d'intervention du projet PECOBAT



Source : Elaboration de C4ED

### 1.2 DESCRIPTION DE LA MODALITE « CHANTIER ÉCOLE »

Cette évaluation se concentre sur le premier pilier dont la théorie du changement (TdC) est présentée dans l'annexe 5.1. Dans le cadre de celui-ci, le projet propose une formation duale : en effet, en utilisant la méthodologie d'enseignement « Chantier École », la formation se déroule à la fois sur le chantier et dans des centres de formation mis à disposition par le Ministère de l'Enseignement Secondaire et de la Formation Technique et Professionnelle (MESFP). L'accent mis sur la pratique vise à approfondir une expertise métier et à encourager non seulement

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

l'employabilité immédiate des bénéficiaires, mais aussi une meilleure adéquation de l'offre de formation avec les besoins du marché du travail.

Jusqu'à la mi-2021, les bénéficiaires du projet pouvaient choisir entre deux formations initiales duales d'une durée de six à sept mois : 1) en BTP à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) ou 2) en énergies renouvelables appliquées au BTP. Néanmoins, au fur-et-à-mesure de sa mise en œuvre, l'accent n'a plus essentiellement été mis sur la formation initiale, mais également sur une nouvelle formation continue destinée à un public plus âgé et expérimenté, parfois ayant déjà bénéficié de la formation initiale de PECOBAT.

Les formations initiales et continues sont composées d'un volet théorique (20%) enseigné dans des centres de formation publics, et d'un volet pratique (80%) destiné à faciliter l'insertion des participants sur le marché de l'emploi. Dans le cadre du premier parcours BTP HIMO, les jeunes sont formés (entre autres) au briquetage, à la maçonnerie, à l'électricité, à la soudure et à la plomberie, mais également en Voûte Nubienne, une technique de construction écologique et ancestrale nécessitant des matériaux locaux largement disponibles dans le milieu rural (terre crue, eau ou pierres) (La Voûte Nubienne, 2024). Ce savoir-faire permet de construire des habitats pérennes adaptés aux conditions de sécheresse extrêmes que connaît la Mauritanie et est par conséquent fortement encouragé dans la région du Sahel (AFD, 2024). Quant au parcours en énergies renouvelables, celui-ci permet aux participants d'apprendre à installer un système solaire photovoltaïque et éolien et d'émettre un diagnostic sur une installation électrique utilisant des énergies renouvelables. A l'issue de résultats satisfaisants, les bénéficiaires se voient décerner un certificat de compétences, diplôme national délivré par la direction de la formation professionnelle du MESFP. Les examens sont passés dans les centres de formation dans lesquels se déroule l'apprentissage théorique.

Tous les bénéficiaires sont accompagnés pendant les six à sept mois de formation par des chargés de suivi pédagogique et technique, responsables des activités de sensibilisation avant la formation, du suivi personnalisé pendant et après la formation, et d'une formation générale aux compétences de la vie courante et techniques de recherche d'emploi. Les chargés de suivi pédagogique et technique encadrent souvent 50 jeunes par personne. Dans le cadre de ce coaching personnalisé, les chargés de suivi pédagogique et technique sont sensés adapter le spectre de leur encadrement aux besoins individuels des bénéficiaires. Sont également proposés aux aspirants à l'auto-entrepreneuriat des modules d'accompagnement, notamment en entrepreneuriat, gestion d'entreprise et éducation financière. En 2022, le BIT a recruté un coordinateur chargé de soutenir les anciens bénéficiaires rencontrant des difficultés pour trouver un emploi. Ce coordinateur, avec l'aide de spécialistes, a pour mission d'identifier les obstacles rencontrés par les anciens formés et de leur fournir l'accompagnement nécessaire.

Pendant toute la durée de la formation, des bourses de 3 000 MRU par mois ont été octroyées aux jeunes participants, ce qui correspond au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) mauritanien pour 40 heures de travail hebdomadaire <sup>2</sup>.

---

### 1.3 PARTIES PRENANTES

La modalité « Chantier École » mobilise les parties prenantes suivantes :

- **Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP)**, qui met à disposition les centres de formation (Écoles d'Enseignement et Formation Technique et Professionnelle-EETFP-), organise les évaluations pédagogiques, et délivre les certificats de formation aux jeunes ayant réussi leur examen. Le MEFP transmet ensuite la

---

<sup>2</sup> <https://www.cleiss.fr/docs/cotisations/mauritanie.html>.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

liste des jeunes admis à l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (TECHGIL depuis 2021, ex ANAPEJ) pour faciliter leur accompagnement et insertion.

- **L'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (INAP/FTP)**, responsable de l'ingénierie de formation et pédagogique.
- **L'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (TECHGHIL)**, chargée du renforcement des structures en charge de l'orientation socioprofessionnelle. TECHGHIL est un organisme public responsable de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi.
- **Les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME)**, bénéficiaires d'un accompagnement pour promouvoir la filière du BTP.
- **Les communes** bénéficiaires des équipements, responsables de la mise à disposition des terrains de construction et des locaux pour les séances de formation et de sensibilisation dans le cadre du projet.
- **Le Bureau Mauritanien pour l'Insertion (BMI)**, à qui incombe le suivi de la première promotion (2017-2018) et son équipe de projet.
- **Le BIT** responsable de la mise en œuvre de la modalité « Chantier École ».
- **L'AFD et l'UE**, bailleurs de fonds de PECOBAT.

---

### 1.4 DESCRIPTION DE L'ÉVALUATION

L'objectif principal de l'évaluation est d'examiner les effets de la modalité « Chantier École » sur l'employabilité, l'emploi, le revenu et les conditions de vie des bénéficiaires dans les régions du Brakna, du Gorgol et de Nouakchott (voir la matrice d'évaluation dans l'Annexe 5). Compte tenu des difficultés rencontrées par le PECOBAT pour atteindre les groupes initialement ciblés (femmes et migrants rapatriés), l'évaluation a élargi son champ d'application pour comprendre les défis freinant leur participation. Grâce à cette évaluation, le C4ED fournit des preuves sur la contribution du projet à la promotion des opportunités d'emploi (premier objectif stratégique du FFU -SO1-) et sur la manière dont les futures formations professionnelles et entrepreneuriales dans des contextes similaires peuvent être améliorées.

En complément des autres rapports d'évaluation du C4ED (Résultat 1 et Résultat 2 – R1 et R2) et des diverses initiatives de suivi et d'évaluation à l'échelle du projet et au niveau régional, ce rapport fournit des éléments destinés à éclairer les décisions des autorités publiques. Il s'adresse à divers acteurs : l'UE y trouvera des informations sur la qualité de sa contribution aux objectifs stratégiques du FFU et une analyse détaillée des effets de la modalité « Chantier École ». Cet exercice contribue à renforcer la transparence sur l'utilisation des fonds publics. Les partenaires de mise en œuvre et autres organisations similaires pourront y puiser des éléments pour renforcer leurs capacités et adopter de bonnes pratiques. Enfin, ce rapport informe les bénéficiaires sur la nature et les effets du soutien qu'ils ont directement reçu.

---

### 1.5 METHODOLOGIE

Lors de la phase de démarrage au printemps 2021, le C4ED et le BIT ont exploré la possibilité de conduire une évaluation d'impact contrefactuelle (EIC) de la modalité « Chantier École ». La stratégie d'évaluation reposait alors sur un design expérimental complété par des méthodes qualitatives. Cependant, à la suite de l'ajout de la formation continue dans la modalité « Chantier École » (voir section ci-dessus), et de ses conséquences sur la réduction et diversification des groupes identifiés pour l'échantillon quantitatif, la poursuite de l'EIC n'a plus été méthodologiquement possible. Cette évaluation a été par conséquent conduite sur la base d'une mé-

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

thodologie purement qualitative, empêchant certes la généralisation des résultats, mais permettant tout de même de capturer holistiquement les questions d'évaluation (QE) soumises par le FFU. Par conséquent, la taille de l'échantillon qualitatif a été ajustée et le nombre d'entretiens initialement prévus, augmenté.

Les modifications entraînées par le changement de méthodologie peuvent être consultées dans la matrice d'évaluation (Annexes 5.3).

Cette évaluation qualitative de la modalité « Chantier École » du projet PECOBAT se base sur les critères du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de la Coopération et de Développement Économiques (OCDE). Les QE sont présentées dans la matrice d'évaluation (Annexe 5.3). Les critères évalués sont la pertinence (QE1.3.MRT2, QE5.2.MRT2 et QE5.3.MRT2), l'efficacité (QE1.1.MRT2) et l'impact (QE2.1.MRT2, QE4.MRT2 et QE5.1.MRT2.a).

### 1.5.1 Description de l'échantillon

La stratégie d'échantillonnage a d'abord consisté à identifier les catégories de répondants susceptibles de fournir des informations riches et pertinentes pour répondre de manière optimale aux QE. A ce premier niveau, et tout en tenant compte du point de saturation, le C4ED a identifié sept catégories de répondants sur la base d'entretiens réalisés avec l'équipe de projet pendant la phase de démarrage en 2021, et d'une revue méthodique des documents de projet. Face aux difficultés rencontrées par le projet pour inscrire des femmes et des migrants rapatriés (difficultés encore inconnues au début du mandat d'évaluation), le C4ED a ajouté une huitième catégorie pour explorer les défis empêchant ces deux groupes prioritaires à accéder et participer à la modalité « Chantier École ». Enfin, les bénéficiaires de la formation continue ont été ajoutés au cours de l'année 2022, à la suite des modifications programmatiques préalablement expliquées. Au total, des entretiens avec les neuf catégories suivantes ont été conduits :

1. Les bénéficiaires de la formation initiale (BTP chantier école HIMO et énergies renouvelables) en cours de formation en 2022
2. Les anciens bénéficiaires de la formation initiale (BTP chantier école HIMO et énergies renouvelables)<sup>3</sup> formés entre 2017 et 2019, dont des candidats s'étant désistés
3. L'équipe d'encadrement, majoritairement constituée de chargés de suivi pédagogique et technique, responsable de l'accompagnement des bénéficiaires.
4. Le personnel de formation en accompagnement à l'entrepreneuriat, gestion d'entreprise et éducation financière.
5. Les entreprises membres du dialogue social ayant travaillé ou travaillant avec des (anciens) bénéficiaires de la modalité chantier école.
6. L'équipe de projet du BIT.
7. Autorités publiques responsables de la formation professionnelle et de l'emploi en Mauritanie.
8. Des jeunes entre 18 et 35 ans ayant un faible niveau d'éducation ou aucun (aux profils similaires à ceux des bénéficiaires de PECOBAT) mais n'ayant jamais suivi ou postulé pour une formation professionnelle. Ces jeunes ont été sélectionnés de manière aléatoire à Nouakchott.
9. Les bénéficiaires de la formation continue (BTP chantier école HIMO et énergies renouvelables) – catégorie ajoutée en 2022

---

<sup>3</sup> La formation continue ayant été introduite en 2021, il n'était pas possible de trouver d'anciens bénéficiaires au moment de la collecte de données en 2022.

## **ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**

### **– Rapport final –**

La démarche suivie pour sélectionner les bénéficiaires et anciens bénéficiaires des formations initiales et continues a reposé sur un processus d'échantillonnage raisonné, en utilisant les listes de bénéficiaires fournies par l'équipe de coordination du projet PECOBAT au BIT. Initialement, la région de l'Assaba (dans laquelle la modalité « Chantier École » est aussi financée par le FFU) était ciblée par l'évaluation du C4ED mais l'absence de coordonnées téléphoniques dans les listes partagées par le BIT a empêché la réalisation des entretiens prévus dans cette région.

Le C4ED a appliqué les critères suivants pour sélectionner les bénéficiaires en formation initiale ou continue, veillant ainsi à assurer une répartition équilibrée et représentative : le type de formation certifiante suivie, l'état d'avancement des bénéficiaires (certifiés, en cours de formation ou ayant abandonné), leur sexe, leur âge, le centre de formation fréquenté, ainsi que la zone géographique. Cependant, la sélection des sites a dû composer avec certaines contraintes pratiques : lors de la collecte de données, les seuls centres dans lesquels il était possible de trouver des bénéficiaires des deux types de formation (initiale et continue) étaient situés à Nouakchott. De ce fait, les entretiens avec les bénéficiaires en cours de formation se sont déroulés dans les centres de la capitale. En revanche, des entretiens avec d'anciens bénéficiaires de la formation initiale ont pu être réalisés dans trois régions : Nouakchott, Gorgol et Brakna. Enfin, il n'a pas été possible pour l'équipe de recherche de rencontrer d'anciens bénéficiaires de la formation continue, la première cohorte n'ayant pas encore achevé son cycle au moment de la collecte des données. En outre, seulement cinq femmes ayant participé à la modalité « Chantier École » ont répondu positivement aux demandes d'entretien du C4ED. Les listes fournies par le BIT contenaient un nombre très limité d'anciennes candidates, qui pour certaines n'étaient plus joignables. Enfin, aucun migrant rapatrié en Mauritanie ayant participé au projet n'a pu être identifié dans les régions ciblées par la collecte de données, le PECOBAT n'y ayant enregistré aucun migrant de retour dans ses bénéficiaires.

En ce qui concerne la sélection des membres de l'équipe de mise en œuvre du projet au sein du BIT, ces derniers ont été choisis en fonction de leur rôle dans le processus de recrutement, de formation, d'encadrement pendant la formation et du soutien post-formation. Cette sélection a été réalisée en suivant une méthode d'échantillonnage « en boule de neige » et en coopération étroite avec l'équipe du projet PECOBAT. En outre, c'est en suivant la même méthode combinée à une étude approfondie des documents du projet, que s'est déroulée la sélection des acteurs institutionnels directement impliqués dans le PECOBAT. Les institutions publiques de gouvernance du secteur de la formation technique et professionnelle, telles que la Direction de la Formation Technique Professionnelle (DGFTP) et l'INAP-FTP, ont été par conséquent consultées dans le cadre de cette évaluation. De plus, un représentant d'entreprise ayant employé des bénéficiaires a été inclus dans notre échantillon, l'objectif étant initialement de s'entretenir avec plusieurs d'entre eux de manière à mieux appréhender la question de l'alignement entre l'offre et la demande. Malheureusement, les entreprises identifiées et contactées ont décliné nos demandes d'entretien, à l'exception de celle figurant dans notre échantillon. Cette difficulté représente une contrainte de taille pour ce qui est de l'analyse de l'alignement des compétences acquises avec les besoins du marché du travail, mais également de la qualité de l'insertion des bénéficiaires sur le marché du travail (voir section 1.5.4).

Les entretiens réalisés sont présentés ci-dessous dans le Tableau 1.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

Tableau 1 : Échantillon qualitatif

Profils	Outils d'entretiens	Nouakchott	Gorgol	Brakna	Total
Bénéficiaires masculins en cours de formation initiale	Entretiens individuels	14	0	0	14
Anciens bénéficiaires masculins de la formation initiale	Entretiens individuels	0	5	9	14
Bénéficiaires féminines de la formation initiale	Entretiens individuels	0	0	0	0
Anciennes bénéficiaires féminines de la formation initiale	Entretiens individuels	0	1	4	5
Bénéficiaires masculins de la formation continue	Entretiens individuels	12	0	0	12
Candidats s'étant désistés après inscription	Entretiens individuels	2	0	0	2
Jeunes n'ayant jamais suivi une formation	Entretiens individuels	4	0	0	4
Personnel du projet (BIT)	Entretiens avec informateurs clefs	5	0	0	5
Personnel de formation et encadreurs	Entretiens collectifs	6	0	0	6
Autorités publiques (DGFTP et INAP-FTP)	Entretiens avec informateurs clefs	2	0	0	2
Entreprise partenaire	Entretien individuel	2	0	0	2
<b>Total</b>		<b>47</b>	<b>6</b>	<b>13</b>	<b>66</b>

Source : Elaboration de C4ED

### 1.5.2 Outils de collecte

Pour chaque catégorie de répondants, des grilles d'entretiens semi-directifs ont été développées et structurées en fonction des QE et indicateurs pour lesquels les répondants ont été identifiés comme source d'information (voir Tableau 3 ou Annexe 5.3). Trois types de méthodes ont été utilisés dans le cadre de cette évaluation :

- 1) **Entretiens avec des informateurs clés** – Les entretiens avec des informateurs clés consistent à interroger des personnes qui ont des points de vue particulièrement éclairés sur un aspect ou tous les aspects de la modalité « Chantier École » du projet PECOBAT du fait de leur rôle dans le projet. Le C4ED a conduit des entretiens avec l'équipe de projet du BIT chargée de la mise en œuvre du projet et des représentants de la DGFTP et de l'INAP-FTP. Ces entretiens ont permis de collecter leur expertise sur la conception du projet, le contenu de la modalité « Chantier École », sa mise en œuvre et l'état de réalisation des objectifs de cette dernière mais aussi de mieux appréhender les différentes offres d'accompagnement dont les participants au programme bénéficient.
- 2) **Entretiens individuels** – Les entretiens avec les informateurs clés ont été complétés par des entretiens individuels avec les (anciens) bénéficiaires des formations initiales et continue. Cet outil a permis d'analyser minutieusement les divergences d'expériences en fonction du profil des bénéficiaires et du type de formation et d'accompagnement qu'ils ont suivi. C'est pour cette même raison (et également pour des raisons logistiques, des entretiens collectifs étant plus difficiles à réaliser entre formateurs exerçant dans différents centres de formation) que cet outil a été utilisé avec les coaches en entrepreneuriat et gestion d'entreprise, et le personnel de formation en éducation financière. Enfin, étant donné le faible nombre de chefs d'entreprises disponibles pour cette étude,

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

le C4ED a conduit un entretien individuel avec le représentant d'une entreprise partenaire de la modalité « Chantier École », au lieu des entretiens collectifs initialement prévus.

- 3) **Discussions de groupe / Entretiens collectifs** : La discussion de groupe est une technique d'entretien semi-structuré qui repose sur la discussion entre participants. Favorisant l'émancipation individuelle et collective, le C4ED a choisi de faire appel à cette méthode dans les entretiens avec les mentors responsables de l'accompagnement individualisé de la première cohorte de bénéficiaires PECOBAT.

### 1.5.3 Analyse

Les constats présentés dans ce rapport proviennent d'une analyse rigoureuse des données primaires récoltées auprès des groupes identifiés dans la sous-section 1.5.2, ainsi que d'une étude approfondie de données secondaires, comprenant les documents du projet, les rapports d'évaluation, et les études pertinentes menées dans des secteurs et contextes similaires. Les entretiens ont été enregistrés, transcrits, puis traduits en français pour ceux réalisés dans l'une des langues nationales. En ce qui concerne l'analyse, C4ED a procédé à une analyse de contenu assisté par le logiciel MAXQDA, qui repose sur des méthodes qualitatives traditionnelles. Ce logiciel a permis de structurer systématiquement l'analyse en attribuant des segments de texte à des thèmes et codes prédéfinis, basés sur un système de codage hiérarchique. Ce dernier organise les informations selon des thématiques spécifiques (définies par les QE), facilitant ainsi une interprétation fine et détaillée des données. Grâce aux fonctionnalités avancées de MAXQDA, telles que l'attribution de couleurs et de pondérations aux segments de texte, cet outil a permis de mieux identifier les moteurs de changement, les résultats clés, ainsi que les acteurs ou facteurs spécifiques associés à ces changements.

En complément, la rigueur de l'étude a été renforcée par un exercice de triangulation pour valider les résultats en confrontant différentes sources de données qualitatives, notamment les entretiens réalisés avec des profils variés (bénéficiaires, anciens bénéficiaires, personnel de projet, et représentants des institutions gouvernementales/nationales) et l'analyse de documents secondaires tels que les rapports de projet ou des études réalisées dans des secteurs et contextes similaires. Cette triangulation, fondée sur la confrontation de perspectives diverses et de sources multiples, assure la fiabilité et la solidité des conclusions, en identifiant à la fois les convergences et les incohérences des données. Ainsi, elle offre une compréhension plus globale et nuancée des effets de la modalité « Chantier École » sur les bénéficiaires du projet PECOBAT, en mettant en lumière les tendances observées.

### 1.5.4 Limitations et faiblesses

**Limitations de l'évaluation en raison de la réduction et de la diversification des échantillons** : L'évaluation de l'impact des interventions n'a pas pu être réalisée à l'aide d'une approche contrefactuelle, en raison de la taille réduite des échantillons de bénéficiaires. La réduction et la diversification des échantillons, en particulier avec l'introduction de la formation continue, ont rendu impraticable la mise en œuvre d'une approche (quasi) expérimentale. L'absence d'un groupe témoin suffisamment large a empêché de comparer les résultats des participants à ceux qu'ils auraient obtenus s'ils n'avaient pas participé à l'intervention. Par conséquent, il est impossible de mesurer quantitativement l'impact de l'intervention, c'est-à-dire la différence entre la situation des bénéficiaires avec et sans le programme. Cette contrainte méthodologique a

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

conduit à une évaluation basée exclusivement sur une analyse qualitative. Bien que cette approche soit précieuse pour comprendre de manière approfondie des dynamiques (telles que les difficultés de recherche d'emploi, ou la transformation des conditions de vie des bénéficiaires), celle-ci présente certaines limites. L'absence de données quantitatives restreint la capacité à mesurer avec précision et objectivité l'impact et l'efficacité des interventions. Il est également plus compliqué d'établir des liens de causalité, du fait de la faible taille des échantillons qualitatifs et de la diversité des profils des bénéficiaires. Ces aspects compliquent davantage la généralisation des constats. En conséquence, les constats présentés dans la Section 3 ne sont pas généralisables et doivent être interprétés avec prudence. Toutefois, cette évaluation repose sur une revue documentaire (notamment la littérature sur l'emploi et l'économie informelle en Afrique de l'Ouest) permettant contextualiser les résultats des données qualitatives et de comprendre les mécanismes à l'œuvre.

**Sous-représentation des femmes et des migrants rapatriés dans l'échantillon :** Les problèmes liés au recrutement et à la participation des femmes et des migrants rapatriés ont eu pour conséquence leur sous-représentation (voire absence de représentation) dans l'échantillon de cette évaluation. Le C4ED a rencontré des difficultés importantes pour accéder à des listes de migrants rapatriés contactés pour intégrer la modalité « Chantier École ». Ce défi a limité l'analyse de la pertinence conduite par le C4ED, en particulier au niveau de la capacité des formations à répondre de manière adéquate à leurs besoins en termes de formation professionnelle. En effet, cette sous-représentation a entravé l'évaluation complète et nuancée des défis spécifiques et des attentes de ces groupes. Par conséquent, les conclusions tirées peuvent ne pas refléter fidèlement les lacunes des formations actuelles ni fournir des recommandations efficaces pour améliorer l'accès et l'adaptation des programmes de formation à ces publics souvent marginalisés et cibles prioritaires du projet PECOBAT.

**Analyse limitée de l'alignement entre compétences acquises et besoins du marché du travail :** Lors de la phase de démarrage et de la conception de cette étude, il était question d'impliquer les entreprises partenaires de la modalité « Chantier École », ayant recruté des anciens bénéficiaires. Ces entreprises ont d'abord été difficiles à identifier, le suivi post-formation des bénéficiaires n'étant pas systématiquement réalisé. De plus, les quelques entreprises identifiées et contactées ont massivement décliné nos demandes d'entretien, à l'exception d'une seule. Cette limitation a restreint la capacité à évaluer pleinement l'impact du programme sur l'employabilité des bénéficiaires et son alignement avec les besoins du secteur privé, point clé pour mesurer la pertinence de la formation dans un contexte de renforcement des capacités professionnelles.

**Rareté des données secondaires fiables concernant l'accès à l'emploi en Mauritanie :** L'absence de ces données a rendu difficile la contextualisation des constats et la vérification de leur exactitude par rapport à des tendances nationales. En raison de la rareté des données nationales, le C4ED a dû recourir à des comparaisons avec des études et évaluations existantes au niveau global ou dans des pays présentant des défis similaires à ceux de la Mauritanie. Bien que cette approche permette d'établir certains points de référence, elle introduit des variables exogènes supplémentaires qui peuvent affecter la comparabilité des constats. Les contextes socio-économiques, culturels et politiques différents entre la Mauritanie et les autres pays peuvent influencer les constats de manière significative. Comparer les résultats de l'étude de la modalité « Chantier École » de PECOBAT avec des données provenant d'autres pays implique des risques liés à l'hétérogénéité des contextes, car les défis spécifiques à l'emploi et à la formation professionnelle peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre, même parmi ceux qui présentent des similarités économiques ou structurelles.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

**Absence de données détaillées entravant l'analyse du budget alloué à la modalité « Chantier École » :** L'évaluation de l'efficacité budgétaire du projet PECOBAT est limitée par l'absence de données détaillées permettant de distinguer les dépenses spécifiques liées à la modalité "Chantier École". Bien que des informations financières globales soient disponibles pour le projet, le manque de ventilation des postes budgétaires rend impossible l'attribution précise des coûts à cette composante particulière. Cette lacune entrave une analyse approfondie de l'utilisation des ressources financières et complique l'évaluation de la rentabilité et de la pertinence des investissements dédiés à cette approche.

## 2 CONTEXTE

### 1.1. L'ECONOMIE DE LA MAURITANIE

#### 2.1.1 Contexte socio-économique

D'une surface de 1,03 million de km<sup>2</sup>, la Mauritanie est un Etat côtier limitrophe du Sahara occidental, de l'Algérie, du Mali et du Sénégal. Depuis 2000, cet Etat, peuplé par 4,52 millions d'habitants en 2019, connaît un accroissement démographique soutenu (2,91% /an) malgré une baisse de l'indice de fécondité (-15,04%) qui reste élevé avec plus de quatre enfants par femmes (Banque Mondiale, 2021). La population se caractérise donc par une prédominance de la jeunesse : 74,53% des Mauritaniens sont âgés de moins de 34 ans (Banque Mondiale, 2017).

L'exploitation des matières premières tient une place centrale dans l'économie du pays grâce aux importantes ressources contenues dans le sous-sol du territoire mauritanien (notamment, cuivre, fer, or et hydrocarbures). La croissance du secteur tertiaire a progressivement conduit à la réduction de la contribution des secteurs primaire et secondaire au produit intérieur brut (PIB) à respectivement 18,7% et 30,7% du PIB (Banque Mondiale, 2017). Le potentiel agricole est limité à l'élevage et à la pêche en raison de l'importance des surfaces désertiques et une couverture en terres arables quasi-inexistante (0,43%). Le dynamisme du secteur secondaire (30,8%) est porté par les activités extractives, mais son potentiel de développement se heurte à l'insuffisance et/ou au mauvais état de la plupart des infrastructures et à des difficultés d'accès aux différents services de base.

La pauvreté demeure bien implantée, avec une surreprésentation en milieu rural (44,4%) où le maintien d'un niveau élevé de pauvreté et l'absence d'opportunité conduisent les plus vulnérables, en particulier les jeunes, à partir tenter leur chance en ville ou à l'étranger généralement de façon irrégulière (Fonds International de Développement Agricole, 2016; Organisation Internationale pour les Migrations, 2018).

#### 2.1.2 Le marché du travail

En 2017, le marché du travail se caractérise par un taux d'emploi de 37%, un taux d'auto-emploi alors estimé à 45%, un taux de pluriactivité estimé à 3,8%, un taux de chômage de 11,8% et un taux d'inactivité estimé à 58,5% de la population en âge de travailler (ONS, 2017). Ceci s'accompagne de l'incapacité du marché à satisfaire la demande d'une part et, d'autre part la propension consécutive des Mauritaniens à développer leurs propres activités pour accéder à l'emploi ou améliorer et diversifier leurs revenus.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

Du côté de l'offre, la population potentiellement active<sup>4</sup> est estimée à 56,77%. En dépit d'une amélioration depuis 2012, le déficit en capital humain demeure important puisqu'un tiers de cette population est analphabète (ONS, 2017). Du côté de la demande, le secteur public emploie moins de 9% des actifs occupés et la masse salariale demeure stable en dépit de son attractivité (Ibourk, 2020). Le secteur privé constitue par conséquent le principal pourvoyeur d'emplois mais ceux-ci sont dans l'ensemble précaires et peu productifs. En effet, 91,1% des employés et des indépendants travaillent dans un secteur informel dominé à 94,5% par des auto et micro entreprises (ONS, 2017). Cette prédominance de l'informalité contribue à accroître les vulnérabilités des catégories sociales les plus menacées parmi les actifs (Banque Mondiale, 2021).

Par ailleurs, la difficile accessibilité aux outils de financement pour les entreprises et les indépendants reste un obstacle persistant pour les investissements privés et les initiatives entrepreneuriales, qui se superpose aux lourdeurs administratives ainsi qu'à l'insuffisance d'infrastructures économiques. En conséquence, les secteurs privés formel et informel sont incapables de satisfaire la demande exponentielle en emploi notamment chez les jeunes. Ces derniers représentent seulement 45,98% des actifs alors même qu'ils forment 61,4% de la force de travail (ONS, 2017). Ce décalage met en lumière les difficultés d'insertion professionnelle ainsi que l'existence d'une inadéquation entre les compétences générales des candidats et le niveau des qualités requises de la part de la demande (ONS, 2017), soulignant la nécessité d'élargir le spectre des opportunités à travers l'appui à la formation et à l'éducation pour renforcer l'employabilité des jeunes (Banque Mondiale, 2017).

Parmi les jeunes, les catégories les plus vulnérables sont les non-qualifiés, les ruraux et les femmes. En milieu rural, ils sont davantage exposés au risque de décrochage scolaire et à l'absence d'opportunités (Banque Mondiale, 2021). Les femmes le sont d'autant plus qu'elles sont soumises au poids des normes sociales et traditionnelles qui font obstacle à leur insertion professionnelle. Les impacts du chômage, du sous-emploi, et de l'inactivité sur la jeunesse sont inquiétants à termes puisqu'ils retardent l'intégration socio-économique et l'accès au bien-être psychologique (McKee-Ryan et al., 2005; Filmer & Fox, 2014) et contribuent ainsi au renforcement des formes d'exclusion sociale qui nourrissent les aspirations migratoires, en direction de la ville ou d'un pays étranger.

### 2.1.3 Le secteur du bâtiment et travaux publics

La population mauritanienne est aujourd'hui à majorité urbaine (54%) alors qu'en 1960, elle était la moins urbanisée d'Afrique de l'Ouest (moins de 3%) (Banque Mondiale, 2020). Ce bouleversement de la répartition spatiale des populations témoigne d'un rythme de transition urbaine illustrant un processus d'urbanisation particulièrement dynamique.

L'urbanisation a entraîné la croissance du secteur du bâtiment et travaux public (BTP), également soutenue par l'exécution de grands projets d'infrastructures ces dernières années, comme l'illustre l'évolution de la participation au secteur secondaire de 5% 1999 à 16% en 2018 (ONS, 2019). Le secteur dispose par conséquent de potentialités indéniables en termes de création d'emplois productifs qui pour l'instant n'emploie que 33 722 individus (ONS, 2017), dont une partie sont des étrangers. De plus, en raison de la prédominance de l'informel dans le secteur – estimée à 82,5% en 2005 (Mohammed, 2005) – ce dernier est marqué par des faibles niveaux

---

<sup>4</sup> L'Office national de la Statistique mauritanien définit la population potentiellement active comme l'ensemble des personnes âgées de 14 à 64 ans (ONS, 2017).

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

de productivité, une forte vulnérabilité des emplois et un manque à gagner conséquent en termes de fiscalité.

### 2.2 L'UNION EUROPEENNE EN MAURITANIE

L'UE est active en Mauritanie à travers une série d'initiatives visant à promouvoir le développement socio-économique, la bonne gouvernance, la sécurité et les droits de l'homme. Son action s'étend à divers secteurs, notamment l'agriculture, la pêche, l'éducation, la santé, et les infrastructures. L'UE soutient des projets qui visent à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie des Mauritaniens, tout en encourageant une croissance économique inclusive et durable. De plus, l'UE travaille en étroite collaboration avec le gouvernement mauritanien pour renforcer la sécurité, améliorer la gouvernance, et promouvoir les droits de l'homme et la démocratie. Elle appuie des réformes institutionnelles, renforce les capacités des forces de sécurité et de justice, et lutte contre le terrorisme et les trafics illégaux (EU, 2024).

## 3 CONSTATS

Chaque section aborde une QE et ses sous-questions respectives. Les constats sont étayés par des preuves issues des indicateurs spécifiés dans la matrice d'évaluation (Annexe 5.3).

### 3.1 QE1. DANS QUELLE MESURE LA MODALITE « CHANTIER ECOLE » CONTRIBUE-T-ELLE A L'EMPLOI, LA CREATION D'EMPLOI ET AUX COMPETENCES ?

#### 3.1.1 Quel est l'impact de la modalité « chantier école » sur le développement de compétences ? (1.1.MRT2.a)

**Constat 1 :** La méthode « Chantier École » a été unanimement saluée pour son efficacité dans l'acquisition de compétences pratiques. Les formations spécialisées, telles que celle en Voûte Nubienne, ont permis aux bénéficiaires de maîtriser des compétences rares et recherchées dans le marché du BTP national, voire sous-régional. Bien que cette spécialisation génère principalement des missions non déclarées et temporaires, elle offre aux bénéficiaires spécialisés des opportunités d'emploi à la suite de leur formation.

**Constat 2 :** Les approches de formation proposées se révèlent particulièrement efficaces pour le développement des compétences techniques. Selon les visites de terrains menés par l'OIT, le projet mettait en place des conditions de travail sûrs (port de tenus de protection, gants, paires de chaussures, usages de signalétiques) sur les chantiers montrant ainsi l'exemple à suivre pour respecter les modalités de travail dans le secteur dit « moderne » (OIT, 2023). Les témoignages des bénéficiaires en cours de formation initiale soulignent l'acquisition de nouvelles compétences, confirmant ainsi l'efficacité largement reconnue de la formation professionnelle initiale pour le développement rapide des compétences techniques fondamentales. L'évaluation met également en lumière l'importance de la formation continue pour renforcer et consolider les connaissances acquises, tout en développant de nouvelles capacités professionnelles, comme le confirment les études réalisées dans des contextes similaires (François, 2019).

**Constat 3 :** L'analyse des données primaires a révélé des résultats plus nuancés en ce qui concerne l'application et le succès des compétences de vie apprises, notamment en ce qui concerne les techniques de recherche d'emploi. La majorité des bénéficiaires interrogés par le C4ED a rapporté n'utiliser que très peu les techniques classiques telles que l'envoi de CV et de lettres

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

de motivation. Pour la minorité d'entre eux les utilisant, celles-ci ne se sont pas montrées fructueuses. Ce constat peut s'expliquer par l'informalité du secteur du BTP et par conséquent une inadéquation entre les méthodes formelles de recherche d'emploi apprises et les techniques de recrutement appliquées dans ce dernier qui reposent souvent sur des mécanismes de réseaux (Caria, et al., 2024).

**Constat 4 :** A défaut de pouvoir utiliser leurs compétences dans le cadre d'un emploi rémunéré, certains anciens bénéficiaires de PECOBAT les utilisent pour réaliser des tâches techniques à domicile ou dans leur communauté, ce qui contribue à renforcer leur expérience pratique et leur confiance en soi. Ce résultat illustre le degré de motivation des bénéficiaires pour continuer de développer leurs compétences en attendant de trouver un emploi. Enfin, face à la réalité des compétences oubliées à laquelle sont confrontés les anciens bénéficiaires quatre ans après leur formation et toujours sans expérience professionnelle en lien avec leur certificat, l'engagement communautaire permet d'entretenir leur savoir-faire.

### 3.1.2 Quels sont les effets de la modalité « chantier école » sur l'employabilité des bénéficiaires ? (1.1.MRT2.b)

**Constat 5 :** Le projet PECOBAT s'inscrit dans un marché de l'emploi précaire fortement marqué par un taux d'emploi de 69% parmi les jeunes hommes entre 25 et 34 ans et de seulement 25,5% parmi les femmes indiquant qu'une grande part ne participe pas directement à l'activité économique du pays (ANSADE, 2021). Il est à noter également que les données cachent également le sous-emploi parmi ceux qui ont un travail (Mbaye & Gueye, 2018). Ces données sont la conséquence d'un secteur privé atone et de l'incapacité du secteur public à stimuler l'activité économique (Berrou & Eekhout, 2019). Dans ce contexte, bien que les bénéficiaires aient développés certaines compétences utiles, le marché du travail n'est probablement pas capable d'absorber la main d'œuvre formée (Mbaye & Gueye, 2018). En revanche, les trajectoires mentionnées par les bénéficiaires après la formation illustrent la possibilité de réaliser des stages sur certains chantiers pour atténuer les difficultés d'accès à l'emploi rencontrées par les bénéficiaires et favoriser l'accès à des opportunités professionnelles. Cependant, ces initiatives, bien qu'utiles, demeurent encore limitées en nombre et en portée.

**Constat 6 :** La modalité « Chantier École » a eu des effets notables sur l'employabilité des bénéficiaires, permettant à certains de trouver des emplois temporaires ou de créer des entreprises au sein de Groupes d'Intérêt Économique (GIE), leur permettant de mutualiser leurs efforts et de se voir octroyer des projets. Toutefois, malgré ces réussites ponctuelles, ces efforts n'ont pas garanti une stabilité d'emploi et de revenu à long terme. L'analyse des données primaires a mis en exergue un suivi post-formation (initialement prévu par le projet) sévèrement lacunaire constituant un obstacle majeur à l'intégration des bénéficiaires sur le marché du travail (voir section 3.5.3).

### 3.1.3 Quel est l'impact de la modalité « chantier école » sur l'emploi décent ? (1.1.MRT2.c)

**Constat 7 :** Les 45 bénéficiaires rencontrés dans le cadre de cette évaluation peinent à obtenir des emplois stables et décents (surtout dans le domaine de la maçonnerie hors Voûte Nubienne), avec des contrats souvent de courte durée, une rémunération journalière, et sans avantages sociaux. Au moment de la collecte de données en 2022 et jusqu'à quatre ans après leur formation, aucun des anciens bénéficiaires ayant participé à cette évaluation était en situation d'emploi ; un constat partagé avec les autres évaluations menées sur ce projet (AFD, 2021; OIT, 2023).

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

Cette situation met en lumière un défi majeur auquel le projet PECOBAT est confronté : à la fin de l'année 2023, soit quasiment un an après la fin du projet, seulement 18 % des 1 320 emplois visés avaient été créés (OIT, 2023). Cette précarité, également documentée par l'OIT, est un obstacle majeur à la stabilité économique et à l'accès à des conditions de travail décentes des bénéficiaires (OIT, 2018).

**Constat 8 :** Les bénéficiaires sont satisfaits des conditions de travail et de rémunération lors des périodes d'emploi, bien que temporaires et non déclarées. Les salaires perçus sont jugés adéquats et supérieurs au revenu minimum en Mauritanie. Ce constat est cependant à relativiser étant donné le faible taux de bénéficiaires ayant trouvé un emploi (même journalier) à la suite de leur formation. Parmi les femmes ayant participé à cette étude, seulement une seule a réussi à trouver un emploi (temporaire et non déclaré) en lien avec sa formation en construction de Voûtes Nubiennes, reflétant encore une fois les difficultés des femmes à intégrer le marché du travail (ANSADE, 2021).

**Constat 9 :** Les principales explications pour les effets limités sur l'emploi sont multiples. Au-delà des raisons évoquées plus haut (atonie du secteur privé, développement limitée des compétences de vie, absence d'accompagnement post-formation), les effets limités sur l'emploi des bénéficiaires peuvent également s'expliquer par le fait que le secteur de la construction en Mauritanie repose traditionnellement sur la main d'œuvre étrangère, souvent considérée comme mieux qualifiée que la main d'œuvre des pays voisins (Sénégal, Maroc, Guinée, Mali). Ce déficit s'explique à la fois par des raisons historiques mais est également lié aux modalités traditionnelles de formation professionnelle dispensées en Mauritanie. Il est donc probable que l'accès des bénéficiaires aux emplois qualifiés du secteur de la construction reste limité, et ce malgré leur possibilité de démontrer leurs nouvelles compétences avec leur certificat de compétences. Aussi, la littérature suggère que les formations techniques sans partenariats concrets avec les entrepreneurs locaux sont voués à avoir des effets limités puisque c'est le lien avec ces derniers que les relations d'emploi de long terme s'établissent (Jäger, 2016).

### 3.1.4 Dans quelle mesure les compétences acquises grâce aux formations sont-elles alignées avec les attentes des employeurs sur le marché du travail local ? (1.3.MRT2)

**Constat 10 :** Jusqu'à 23% des entreprises mauritaniennes estiment que l'inadéquation et le déficit des compétences sont des contraintes majeures à la compétitivité, selon les dernières statistiques disponibles. Ce déficit est particulièrement prononcé dans le secteur du bâtiment et de la construction, où 80% des entrepreneurs déclarent avoir des difficultés à recruter du personnel qualifié (African Development Fund, 2014). En ce sens, la modalité « Chantier École » de PECOBAT se distingue par son offre de formation duale et spécialisée qui répond efficacement aux besoins du marché et aux faiblesses du système d'Enseignement et Formation Technique et Professionnelle (ETFP) mauritanien (OIT, 2023; Jäger, 2016), en particulier dans le domaine de la construction en Voûte Nubienne (voir Constat 3). Cette spécialisation permet aux bénéficiaires d'attirer l'intérêt des entreprises ou de créer des GIE et semble ainsi alignée avec les besoins spécifiques du secteur du BTP sous-régional, étant donné l'employabilité plus élevée constatée auprès des bénéficiaires certifiés dans ce domaine.

**Constat 11 :** L'analyse des données primaires met en lumière l'effet positif des stages sur l'alignement des compétences acquises avec les attentes des employeurs. Cette rencontre entre la demande et l'offre est appréciée par les employeurs, qui trouvent généralement leurs prestations satisfaisantes et souhaiteraient pérenniser les contrats. Ce constat a été confirmé par tous les acteurs rencontrés.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

**Constat 12 :** Cependant, les stages ont du mal à se transformer en emplois permanents en raison du manque de ressources financières mobilisables par les employeurs. En effet, bien que les compétences des travailleurs soient plus alignées avec les attentes des employeurs, il est fort de constater que le projet ne répond que partiellement aux difficultés de ces derniers dont beaucoup peinent à faire survivre leur activité. La dernière enquête sur l'emploi révèle que la concurrence et le manque de clientèle sont les principales difficultés et que les principaux canaux pour répondre à celles-ci seraient d'améliorer l'accès aux grosses commandes, l'accès au crédit, aux informations sur le marché, l'assistance pour l'approvisionnement et l'accès à des machines modernes (ONS, 2017).

### 3.2 QE2. DANS QUELLE MESURE LA MODALITE « CHANTIER ECOLE » CONTRIBUE-ELLE AU NIVEAU DE VIE ET A LA RESILIENCE DES BENEFICIAIRES ?

#### 3.2.1 Quel sont les effets de la modalité « chantier école » sur le niveau de revenus des bénéficiaires ? (2.1.MRT2.a)

**Constat 13 :** Tous les bénéficiaires enquêtés étant sans emploi avant leur inscription au projet PECOBAT, leurs revenus en cours de formation ont *de facto* augmenté grâce à l'octroi de bourses de 3 000 MRU (équivalent du SMIG mauritanien) pendant la durée de leur participation au projet. Le rapport d'évaluation final évoque également des effets limités. Les seuls effets sur les revenus proviennent du versement des bourses qui aurait permis aux jeunes de contribuer aux charges familiales, ce qui a contribué à rehausser leur image dans la communauté (OIT, 2023). Seulement quelques bénéficiaires ont généré des revenus supplémentaires grâce à des petits travaux communautaires pendant la formation.

**Constat 14 :** Après la formation, les effets sur les revenus des anciens bénéficiaires sont très mitigés ; un constat qui s'aligne avec le rapport d'évaluation final de l'OIT (2023) qui évoque seulement des effets au niveau de certains partenaires publiques adoptant le concept des chantiers écoles et certains partenaires privés et particuliers s'intéressant à l'usage de matériaux locaux. Pour ceux qui étaient intéressés par le salariat, les rares cas ayant trouvé un emploi salarié, des effets positifs sont tangibles, avec des salaires pouvant atteindre 6 000 MRU, soit le double du SMIG. Toutefois, ces résultats doivent être relativisés en raison du faible taux de bénéficiaires ayant trouvé un emploi et de la précarité des conditions de travail, souvent caractérisées par des emplois journaliers et instables.

Du côté des bénéficiaires intéressés par l'entrepreneuriat, peu ont réussi à obtenir des contrats en formant des GIE, mais arrivent à générer des revenus parfois plus importants que le SMIG. Cette capacité à augmenter leurs revenus malgré les défis rencontrés souligne une résilience économique conforme aux théories de la résilience face à la pauvreté et au non-emploi, démontrant l'aptitude des bénéficiaires à s'adapter et à tirer parti des compétences acquises pour améliorer leur situation économique (Chemonics, 2023). En revanche, ces derniers se heurtent à un manque de ressources matérielles et financières pour lancer et développer leur entreprise.

#### 3.2.2 Quels sont les effets de la modalité « chantier école » sur la résilience ? (2.1.MRT2.b)

**Constat 15 :** Tous les bénéficiaires participant à cette évaluation étaient sans emploi stable après leur formation. Par conséquent, il n'est pas surprenant que l'évaluation n'identifie pas d'effets clairs du projet PECOBAT sur la capacité des bénéficiaires à affronter des chocs. En effet, l'absence d'économies, la contribution limitée aux dépenses familiales, et la précarité des

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

contrats de travail empêchent la stabilisation des revenus et la réalisation de projets à long terme.

**Constat 16 :** L'analyse des données primaires met en exergue une forte motivation des jeunes bénéficiaires sans-emploi pour améliorer leur employabilité et générer des revenus. Cette détermination se manifeste par leur engagement dans des projets communautaires (souvent non rémunérés) et par leur participation à de nouvelles formations, souvent dans des secteurs différents. Cette capacité à persévérer malgré l'incertitude met en avant des caractéristiques de résilience sociale, telles que la motivation personnelle, la flexibilité, et l'engagement à long terme. Ces derniers sont des facteurs cruciaux pour surmonter les défis économiques immédiats.

**Constat 17 :** Au-delà de l'analyse des effets directs de la modalité « Chantier École », l'évaluation met en lumière le rôle joué par la religion sur la résilience des bénéficiaires. Ce constat corrobore les résultats d'études récemment réalisées (surtout dans les contextes de migrations forcées) sur le rôle crucial joué par la religion, la religiosité et la spiritualité dans la capacité des hommes et femmes à surmonter des chocs socioéconomiques (United States Institute of Peace, 2022; Refugee Studies Centre, 2013). Dans le cas des bénéficiaires de la modalité « Chantier École », les croyances religieuses jouent un rôle important dans la résilience des bénéficiaires, contribuant à maintenir leur espoir d'opportunités futures malgré l'absence d'emploi post-formation. Elles semblent soutenir leur persistance et l'engagement d'une partie des bénéficiaires de la formation initiale dans la formation continue. Ces constats illustrent la façon dont des facteurs psychologiques et sociaux peuvent renforcer la résilience face à la pauvreté et au chômage, en offrant une source d'espoir et de motivation dans des contextes économiquement difficiles.

### 3.3 QE3. DANS QUELLE MESURE LA MODALITE CHANTIER ÉCOLE A-T-ELLE ÉTÉ EFFICIENTE ?

#### 3.3.1 MRT2 Quels sont les effets de la modalité « chantier école » par rapport à leurs coûts ?

L'évaluation de l'efficacité financière de la modalité « Chantier École » du projet PECOBAT a été limitée par l'absence de données détaillées sur les dépenses spécifiques qui y sont associées. Par conséquent, le C4ED s'est basé sur la liste disponible des dépenses générales de la composante UE du projet PECOBAT (voir Tableau 2), qui met en lumière certains aspects relatifs à son efficacité.

**Constat 18 :** Avec un budget total éligible de 3 200 000 €, les domaines de ressources humaines (792 881 €, 24,8% du budget total) et les coûts liés aux activités spécifiques (639 203 € pour formations, consultants, séminaires, etc. ; soit 20% du budget total) représentent presque la moitié des dépenses, ce qui est cohérent avec les objectifs opérationnels du projet. Ces investissements témoignent de l'importance accordée à la formation et à l'encadrement des bénéficiaires, essentiels pour atteindre les résultats escomptés.

**Constat 19 :** Certains postes de dépenses, tels que le coût élevé du bureau local (141 340 €, 4,4% du budget total) ou la catégorie « Autres » (1 327 998 €, 41,5% du budget total), qui regroupe une proportion significative des dépenses totales, mériteraient une analyse plus approfondie pour garantir une utilisation optimale des fonds et améliorer la perception de transparence et d'efficacité. Cette dernière catégorie, représentant près de 45 % du budget total, pourrait masquer des inefficacités ou un manque de transparence dans l'allocation des ressources.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

**Constat 20** : Le faible montant alloué aux voyages (19 200 €, 0,6% du budget total) semble indiquer une gestion relativement prudente de cette catégorie, potentiellement liée à une priorisation d'activités sur le terrain ou à l'épidémie de la COVID-19 lors du début du projet, qui a d'ailleurs retardé le lancement des activités. De plus, les dépenses en équipement et fournitures (70 032 €, 2,2% du budget total) semblent raisonnables, bien que leur efficacité dépende de leur adéquation avec les besoins spécifiques des bénéficiaires, une question qui a été soulevée, en particulier pour les auto-entrepreneurs.

**Constat 21** : En termes d'efficacité globale, la ventilation budgétaire indique un effort conséquent pour allouer les ressources à des activités stratégiques comme la formation et l'appui technique. Néanmoins, l'équilibre entre coûts fixes (infrastructures, ressources humaines) et investissements directs dans les bénéficiaires pourrait être optimisé pour maximiser l'impact.

Tableau 2 : Répartition du budget du FFU dans le projet PECOBAT en 2023

Domaines de dépenses	Devise (€)
1. Ressources humaines	
<b>Sous-total</b>	<b>792 881</b>
2. Voyage	
<b>Sous-total</b>	<b>19 200</b>
3. Équipement et fourniture	
<b>Sous-total</b>	<b>70 032</b>
4. Bureau local	
<b>Sous-total</b>	<b>141 340</b>
5. Autres coûts, services	
5.1 Publications	
5.2 Consultants/personnes ressource	
5.3 Coûts de formation	
5.4 Coûts de conférences/séminaires/ateliers	
5.5 Prestations de services	
5.6 Actions visibilité	
5.7 Coûts Évaluation	
5.8 Coûts de sécurité	
<b>Sous-total</b>	<b>639 203</b>
6. Autres	
<b>Sous-total</b>	<b>1 327 998</b>
7. Sous-total Coûts directs éligibles de l'Action (1-6) (hors taxes)	2 990 654
8. Provision pour imprévus réserve (maximum 5% de 13 Sous-total Coûts directs éligibles de l'Action) (hors taxes)	
9. Total Coûts directs éligibles de l'Action (7+ 8) (hors taxes)	2 990 654
10. Coûts Administratifs (10% of 9, total Coûts directs éligibles de l'Action) (excluant taxes) / (7%) pour l'UE	209 346
11. Total Coûts éligibles (9+10) (excluant taxes)	3 200 000
12. Taxes	
<b>13. Total Coûts de l'Action éligibles/acceptés (11+12)</b>	<b>3 200 000</b>

Source : (OIT, 2023)

**Constat 22** : Malgré la mise en place d'un dispositif d'accompagnement incluant des chargés de suivi pédagogique et technique ainsi qu'un coordinateur dédié au soutien des anciens bénéficiaires, le projet n'a pas atteint ses objectifs en termes d'insertion professionnelle. Le ratio élevé de 50 jeunes par chargé de suivi soulève des doutes quant à la capacité de ces derniers à fournir un encadrement véritablement personnalisé et attentif aux besoins individuels des bénéficiaires. Cette limitation, combinée à l'insuffisance des résultats obtenus en matière d'emploi, questionne l'efficacité globale de ces mesures et leur adéquation aux objectifs poursuivis.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

**Constat 23 :** Le projet semble avoir rencontré des défis notables en raison des difficultés du PECOBAT à toucher les groupes initialement ciblés, notamment les femmes et les migrants rapatriés, malgré le partenariat avec l'OIM. L'absence d'ajustements appropriés face à ces obstacles a vraisemblablement limité la capacité du projet à maximiser son impact tout en utilisant les ressources de manière optimale.

### 3.4 QE4. À QUELS AUTRES RESULTATS DESIRES OU INATTENDUS LA MODALITE « CHANTIER ECOLE » A-T-ELLE CONTRIBUE ?

#### 3.4.1 Comment l'intervention a-t-elle changé les aspirations de vie des bénéficiaires (4.2.MRT2)?

**Constat 24 :** L'évaluation de la modalité « Chantier École » de PECOBAT a révélé un changement notable dans les aspirations de vie des bénéficiaires. Initialement attirés par les métiers bureautiques, les bénéficiaires de la modalité « Chantier École », aspirent à gérer des projets de construction, à intégrer des entreprises nationales comme la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC), ou encore à créer leur propre entreprise dans le secteur du BTP. Les participants manifestent une forte motivation à améliorer leur employabilité et à entreprendre des carrières -au demeurant très ambitieuses- dans le domaine du BTP. Ainsi, il semblerait que leur participation à la modalité « Chantier École » ait diminué l'écart entre les aspirations professionnelles des jeunes et la réalité du marché du travail mauritanien.

**Constat 25 :** La modalité « Chantier École » a eu des effets ambivalents sur les intentions de migration des jeunes. L'acquisition de compétences et de qualifications grâce au projet PECOBAT à atténuer le désir d'émigrer de certains participants, ces derniers se sentant mieux préparés pour trouver un emploi et réussir en Mauritanie. La formation a en effet accru leur confiance dans les opportunités professionnelles, les rendant plus optimistes quant à leurs perspectives d'avenir locales. À l'inverse, pour d'autres jeunes, le manque d'opportunités d'emploi ou des résultats d'emploi insuffisants après la formation a intensifié leur désir de migrer. Le facteur clé influençant les intentions de migration est la disponibilité et la qualité des opportunités d'emploi présentes après la participation des bénéficiaires à la modalité « Chantier École ».

### 3.5 QE5. DANS QUELLE MESURE LA MODALITE „CHANTIER ECOLE“ A-T-ELLE INCLUS ET SOUTENU LES GROUPES VULNERABLES ?

#### 3.5.1 Quels sont les effets de la participation à la modalité « chantier école » sur l'autonomisation des femmes (5.1. MRT2)

**Constat 26 :** Les participantes à la modalité « Chantier École » ont rapporté avoir trouvé un équilibre entre leurs responsabilités familiales et leur formation. Ce constat est très encourageant car la double charge du travail domestique et professionnel est souvent citée comme une barrière majeure à l'autonomisation des femmes, du fait du poids des normes de genre et des défis structurels liés au genre dans les pays à revenus faibles et intermédiaires (International Initiative for Impact Evaluation, 2018). Les témoignages recueillis montrent que, malgré des responsabilités familiales élevées, les participantes ont pu gérer efficacement leur emploi du temps grâce à un soutien externe (lorsque existant), ainsi qu'à des horaires de formation adaptés pour tenir compte de leurs contraintes familiales quotidiennes.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

**Constat 27 :** Les femmes formées (surtout intéressées par l'entrepreneuriat) ont acquis des compétences managériales et une nouvelle mentalité orientée vers l'autonomie. Elles se sentent désormais capables de gérer des équipes et de concilier travail et vie familiale.

**Constat 28 :** Malgré des progrès individuels, le contexte socio-culturel en Mauritanie reste un obstacle majeur. Un défi relevé par les bénéficiaires et le personnel de projet reste l'abandon important de participantes pour cause de grossesse et une incompatibilité perçue entre leur état de santé et le secteur de leur formation. De plus, pour celles qui réussissent à terminer leur formation, les stéréotypes de genre persistent, compliquant l'acceptation des femmes dans des secteurs majoritairement masculins comme celui du BTP. La réticence des employeurs à embaucher des femmes et les préjugés sociaux sur leurs capacités physiques et ce qu'elles ont le droit de faire ou non, demeurent des défis importants.

### 3.5.2 Dans quelle mesure la modalité « chantier école » est-elle sensible au genre (5.2.MRT2) ?

**Constat 29 :** La dimension du genre semble avoir une place importante dans la phase de conception et de préparation du projet (OIT, 2023). La revue documentaire indique que la formulation du projet est basée sur une analyse genre qui met en lumière la place des femmes dans le secteur du BTP : faible participation et stéréotypes de genre omniprésents. Selon le cadre logique et les documents de projet, la modalité « Chantier École » de PECOBAT vise un taux minimum de 25 % de femmes dans chaque cohorte, avec des critères de discrimination positive en cas d'égalité de points entre candidats lors de la sélection.

**Constat 30 :** Dans la mise en œuvre, le projet a œuvré pour atteindre les objectifs prédéfinis : à la mi-2023, 30% des participants admis au certificat de compétences étaient des femmes (OIT, 2023). De par leur participation, le projet a contribué à améliorer le statut des femmes stagiaires dans leurs communautés à travers l'obtention des certificats de compétences.

**Constat 31 :** Toutefois, les quotas visent à assurer une représentation minimale des femmes, mais ils ne suffisent pas à surmonter les obstacles structurels et sociaux profonds qui empêchent une véritable égalité des opportunités. Par exemple, bien que les femmes aient été intégrées dans des rôles comme la conduite d'engins de chantier et la topographie, les défis tels que les contraintes socioculturelles, les préjugés sexistes, et les restrictions légales<sup>5</sup> continuent d'entraver leur pleine participation et leur intégration durable. Les quotas ne traitent pas nécessairement les barrières systémiques telles que les stéréotypes de genre, les attentes culturelles et les restrictions réglementaires qui limitent les rôles et les responsabilités des femmes dans le secteur du BTP. A ce niveau, aucune stratégie genre n'a été intégrée au cycle de projet de la modalité « Chantier École ».

### 3.5.3 Dans quelle mesure le cadre de soutien aux jeunes répond-il aux besoins spécifiques des jeunes bénéficiaires (5.3.MRT2)?

**Constat 32 :** Le cadre logique de la modalité « Chantier École » prévoit un accompagnement individualisé des bénéficiaires. En général, les bénéficiaires ont exprimé une satisfaction quant au soutien reçu durant la formation, particulièrement en ce qui concerne le coaching spécialisé, le soutien technique et les séances d'orientation. Ces modules proposés par la formation ont

---

<sup>5</sup> En Mauritanie, les femmes sont interdites de travailler de nuit dans des secteurs tels que les usines, les manufactures, les mines, et les carrières (article 166 du code du travail mauritanien). Elles sont interdites d'emploi dans des travaux qui excèdent leurs forces physiques ou qui pourraient nuire à leur santé et à leur moralité (article 247) (République Islamique de Mauritanie, 2004).

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

joué un rôle important dans l'établissement d'un projet professionnel répondant à leurs besoins et correspondant à leurs qualifications. Cependant, les difficultés liées à la transition vers l'emploi demeurent un défi majeur pour tous les bénéficiaires.

**Constat 33 :** Les bénéficiaires rencontrés dans le cadre de cette étude reconnaissent unanimement la nécessité d'une supervision continue et d'un accompagnement des bénéficiaires plus présent, particulièrement au niveau de la recherche d'emploi et de stages. Néanmoins, malgré l'introduction d'une nouvelle stratégie d'accompagnement via l'arrivée d'un nouveau coordinateur en 2022, de nombreux anciens bénéficiaires ont signalé la persistance d'un manque de soutien post-formation et n'avoir jamais bénéficié de ce suivi additionnel.

**Constat 34 :** Des difficultés sévères ont été signalées par l'équipe de projet en ce qui concerne la participation des migrants rapatriés à la modalité « Chantier École ». Le cadre de collaboration entre l'OIM et le BIT ne semble pas avoir été respecté, ce qui a entravé l'identification et l'accompagnement adapté de ce groupe prioritaire.

### 4 CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET LEÇONS APPRISSES

#### 4.1 CONCLUSIONS

Les conclusions suivantes sont organisées selon les critères du CAD. Elles sont basées sur les constats présentés dans la Section 3.

##### 4.1.1 Pertinence

**Conclusion 1 :** Une offre de formation mitigée en termes de pertinence

*Cette conclusion est basée sur la QE1*

La méthode "Chantier École" a permis aux bénéficiaires de développer des compétences pratiques recherchées dans des secteurs spécifiques comme la construction en Voûte Nubienne. Cette spécialisation augmente l'employabilité des bénéficiaires qui ont choisi cette option. Leur expérience professionnelle est plus riche que celle décrite par les bénéficiaires formés dans d'autres domaines à la suite de leur formation (constat 10). En ce sens, la formation proposée cherche à répondre à l'inadéquation entre les compétences recherchées par les employeurs et celles détenues par les jeunes.

Cependant la difficulté pour les bénéficiaires d'obtenir des emplois stables et décents, même après leur participation à la formation « Chantier École » (constat 7), montrent que le projet ne traite pas l'ensemble des défis pour trouver un emploi dans le secteur du BTP dont les difficultés des entrepreneurs à employer la nouvelle main d'œuvre formée et leur préférence pour la main d'œuvre étrangère, souvent considérée comme plus compétente (constat 9).

**Conclusion 2 :** Une approche genre par quotas insuffisante pour encourager la participation des femmes à la modalité « Chantier École »

*Cette conclusion est basée sur la QE5*

---

Le cadre de soutien individualisé du projet PECOBAT a été globalement bien accueilli durant la formation, avec une appréciation notable pour le coaching spécialisé et le soutien technique. Toutefois, les bénéficiaires ont exprimé un besoin accru de soutien post-formation, notamment en ce qui concerne la recherche d'emploi et de stages. Bien que l'OIT ait renforcé sa stratégie d'accompagnement complémentaire en 2022, la présence du coordonnateur mobilisé semble insuffisante (constat 33 et 34). Le soutien limité aux femmes par rapport aux défis spécifiques auxquels elles sont confrontées reflète l'absence d'une stratégie genre formellement établie.

---

**Conclusion 3 : Un soutien post-formation déficitaire**

*Cette conclusion est basée sur la QE5*

---

Le projet PECOBAT a anticipé les difficultés à enrôler les femmes, intégré des quotas de 25 % pour les femmes dans chaque cohorte, et a fait preuve d'une certaine flexibilité dans les critères de sélection pour favoriser la représentation féminine. Cependant, ces mesures ne suffisent pas à surmonter les obstacles structurels profonds et les préjugés socioculturels qui continuent d'entraver l'acceptation et la pleine intégration des femmes dans le secteur du BTP. Les quotas seuls ne résolvent pas les problèmes systémiques tels que les stéréotypes de genre et les restrictions légales qui limitent les opportunités professionnelles des femmes (constats 29, 30 et 31).

---

#### **4.1.2 Efficience**

**Conclusion 4 : Limites dans l'évaluation de l'efficience financière et répartition des dépenses**

*Cette conclusion est basée sur la QE3*

---

L'évaluation de l'efficience financière de la modalité « Chantier École » du projet PECOBAT a été limitée par l'absence de données détaillées sur les dépenses spécifiques. L'analyse des dépenses globales montre que la formation et l'accompagnement des bénéficiaires ont absorbé presque la moitié budget total, ce qui est en ligne avec les objectifs du projet. Cependant, certains postes, comme le coût du bureau local et la catégorie « Autres », nécessitent une analyse plus approfondie pour assurer une utilisation optimale des fonds.

---

**Conclusion 5 : Défis liés à l'atteinte des groupes cibles**

*Cette conclusion est basée sur la QE3*

---

L'équilibre entre efficience et dépenses directes auprès des bénéficiaires pourrait être amélioré. Le ratio élevé de jeunes par chargé de suivi a limité l'efficacité de l'accompagnement. Ensuite, d'un côté le projet n'a pas atteint certains groupes cibles, en particulier les femmes et les migrants rapatriés notamment à cause de la collaboration limitée avec l'OIM. Du côté

---

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

---

des impacts, l'absence d'ajustements pour répondre à l'ensemble des besoins des différents bénéficiaires a restreint l'impact du projet, et par conséquent, son efficacité globale.

---

### 4.1.3 Efficacité

**Conclusion 6** : Le projet a atteint 60% de ses objectifs initialement fixés.

*Cette conclusion est basée sur la QEI*

Selon l'évaluation menée par l'OIT, le projet a seulement atteint l'objectif de construire les 10 infrastructures prévues (résultat 2). Le projet n'est ni parvenu à former le nombre de jeunes (1 051 jeunes représentant 61% de l'objectif de 1 720 - résultat 1) ni à créer les emplois prévus (238 emplois représentant 18% de l'objectif de 1 320 – résultat 3). Ainsi, en considérant une moyenne simple de ces principaux résultats, le projet a atteint 60% de ces objectifs.

---

### 4.1.4 Impact

**Conclusion 7** : Renforcement des compétences techniques bénéficiaires.

*Cette conclusion est basée sur la QEI*

La modalité « Chantier École » de PECOBAT a contribué à l'acquisition de compétences techniques spécifiques, notamment en Voûte Nubienne, augmentant ainsi l'employabilité des bénéficiaires. Les bénéficiaires ont montré une satisfaction générale envers les compétences acquises (constats 1 et 2). Cependant les effets semblent plus mitigés dans le développement de compétences de vie et la capacité des bénéficiaires à chercher un emploi décent probablement dû à l'absence d'un suivi post-formation et une tendance des employeurs à mobiliser leur réseaux personnels (constat 3).

---

**Conclusion 8** : Des effets limités sur l'emploi (décent)

*Cette conclusion est basée sur la QEI*

Les données primaires et secondaires confirment que le projet n'a pas eu les effets attendus sur l'emploi : peu de bénéficiaires ont trouvé un emploi après la formation et pour ceux qui en ont trouvé un, il s'agit le plus souvent d'emploi précaires selon les standards de l'OIT (emplois temporaires, non-déclarés) (constat 8). Les principales raisons identifiées sont les suivantes (constats 5 et 9):

- Absence de suivi post formation et incapacité des bénéficiaires à signaler leurs compétences ;
  - Absence de liens avec les entrepreneurs locaux du secteur ;
  - Un secteur privé atone et incapable d'embaucher la nouvelle main d'œuvre formée ;
  - La mauvaise réputation des formations techniques en Mauritanie et un secteur du BTP embauchant traditionnellement une main d'œuvre qualifiée étrangère.
-

**Conclusion 9** : Amélioration du niveau de vie des bénéficiaires pendant la formation.

*Cette conclusion est basée sur la QE2*

La modalité « Chantier École » de PECOBAT a amélioré le niveau de vie des bénéficiaires en cours de formation grâce à l'octroi de bourses. Cependant, pour la grande majorité des bénéficiaires diplômés, toujours sans emploi, le niveau de vie est redevenu similaire à leur situation antérieure à leur participation à la modalité « Chantier École ». Seuls quelques cas isolés illustrent comment certains bénéficiaires ont réussi à générer un revenu plus élevé après la formation en formant des GIE (constats 13 et 14).

**Conclusion 10** : Effets nuancés relatifs à la résilience socio-économique des bénéficiaires

*Cette conclusion est basée sur la QE2*

L'analyse des données a conclu sur des résultats très mitigés sur la résilience des bénéficiaires. La majorité des participants n'a pas obtenu d'emploi stable après leur formation, entretenant une vulnérabilité socio-économique en raison de l'absence d'économies, de l'existence de contrats précaires, et de contributions limitées aux dépenses familiales. Malgré cette précarité, les bénéficiaires ont montré une forte motivation pour améliorer leur employabilité et générer des revenus, ce qui reflète une certaine résilience sociale. Leur engagement dans des projets communautaires et des formations continues, ainsi que le rôle important de leurs croyances religieuses, ont soutenu leur persévérance. Cependant, l'absence d'accompagnement post-formation pour une majorité d'entre eux souligne la nécessité d'approches intégrées de résilience sociale et économique pour améliorer durablement leurs conditions de vie (constats 15, 16 et 17).

**Conclusion 11** : Changement des aspirations des bénéficiaires mais effets contrastés sur leurs intentions de migration

*Cette conclusion est basée sur la QE4*

La modalité « Chantier École » de PECOBAT a significativement influencé les aspirations des bénéficiaires. Alors que ces jeunes étaient initialement attirés par les métiers bureau-tiques, leurs aspirations se sont transformées, les amenant à viser des carrières ambitieuses dans le secteur du BTP (constat 24).

L'offre de formation a également eu des effets contrastés sur leurs intentions de migration. Pour certains, elle a renforcé leur confiance dans les opportunités locales, réduisant leur désir de migrer. Pour d'autres, le manque d'opportunités d'emploi stables après la formation a intensifié leur désir de chercher de meilleures perspectives économiques à l'étranger (constat 25). Ces résultats contrastent avec la TdC initialement développée et illustrent la complexité des liens entre le développement des compétences, l'emploi et les intentions de migrer.

**Conclusion 12** : Effets positifs sur l'autonomisation des femmes mais persistance des défis structurels

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

*Cette conclusion est basée sur la QE5*

L'impact de la modalité « Chantier École » sur l'autonomisation des femmes est appréciable, bien que limité par des contraintes socio-culturelles persistantes. Les participantes à cette évaluation ont réussi à équilibrer leurs responsabilités familiales et leur formation, grâce notamment au soutien familial mais aussi à des horaires de formation flexibles et adaptées à leurs responsabilités familiales. Elles ont acquis des compétences managériales et développé une mentalité orientée vers l'autonomie, mais les stéréotypes de genre et la réticence à accepter les femmes dans des rôles traditionnellement masculins, surtout dans le secteur du BTP, demeurent des obstacles significatifs. Ainsi, malgré les progrès individuels, ces défis structurels combinés au manque d'une stratégie genre calibrée sur ces derniers limitent l'impact global de l'initiative sur l'autonomisation des femmes et freinent largement leur participation.

### 4.2 RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes sont élaborées à partir des conclusions spécifiques de l'évaluation, avec pour objectif de renforcer l'efficacité, l'impact, l'inclusivité et la durabilité. Elles visent à optimiser les programmes de formation professionnelle dans des contextes analogues.

#### **Recommandation 1 : Adaptation des méthodes de recherche d'emploi au secteur informel.**

*Niveau de priorité : Élevé*

*Liée aux constats 3,5,8 et 9*

<i>Parties prenantes</i>	<i>Recommandations spécifiques</i>
- EU, AFD, BIT, MEFP, TECHGHIL, entreprises du BTP	La modalité « Chantier École » devrait adapter ses enseignements aux réalités du marché local. Il est recommandé d'introduire des approches de réseautage (tels que des foires ou salons de l'emploi) et de mise en relation directe avec les employeurs locaux plutôt que de se baser exclusivement sur des méthodes formelles de recherche d'emploi.  Enfin, le développement de plateformes en ligne dédiées peut aussi jouer un rôle clé. Ces plateformes pourraient offrir aux anciens bénéficiaires un accès à des offres d'emploi, des opportunités de formation continue, et des ressources de développement professionnel, facilitant ainsi leur connexion avec des employeurs et des opportunités adaptées à leurs compétences.

#### **Recommandation 2 : Améliorer l'accès aux stages et promouvoir leur pérennisation.**

*Niveau de priorité : Élevé*

*Liée aux constats 7, 9 et 33*

<i>Parties prenantes</i>	<i>Recommandations spécifiques</i>
- EU, AFD, BIT, MEFP, INAP/FTP, TECHGHIL,	Élargir le nombre de stages offerts et renforcer les partenariats avec les entreprises locales est nécessaire pour favori-

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

chargés du suivi des bénéficiaires	ser l'accès des bénéficiaires à des opportunités professionnelles. Des incitations pourraient être offertes aux entreprises pour prolonger les stages en contrats à long terme.
------------------------------------	---

**Recommandation 3 : Renforcer le suivi post-formation.**

*Niveau de priorité : Élevé*

*Liée aux résultats 7, 9 et 33*

<i>Parties prenantes</i>	<i>Recommandations spécifiques</i>
- EU, AFD, BIT, MEFP, TECHGHIL, INAP/FTP, entreprises du BTP, chargés du suivi des bénéficiaires	<p>Pour améliorer les perspectives d'emploi à long terme des bénéficiaires, pérenniser leurs aspirations professionnelles et réduire les intentions de migration, il est essentiel d'instaurer un soutien continu après la formation. Un accompagnement plus structuré et intensifié après la formation est essentiel pour assurer la durabilité des compétences acquises. Un mécanisme de suivi continu, y compris un soutien à la recherche d'emploi et la création de réseaux avec des employeurs potentiels, doit être mis en place pour maximiser l'employabilité des bénéficiaires.</p> <p>Celui-ci peut se réaliser par plusieurs initiatives complémentaires. Premièrement, des projets de mentorat peuvent être instaurés, permettant aux bénéficiaires de recevoir des conseils de professionnels expérimentés sur la recherche d'emploi, la préparation aux entretiens, et le développement de compétences professionnelles.</p>

**Recommandation 4 : Encourager l'entrepreneuriat et les GIE.**

*Niveau de priorité : Élevé*

*Liée au constats 8, 13 et 14*

<i>Parties prenantes</i>	<i>Recommandations spécifiques</i>
- EU, AFD, BIT, MEFP, INAP/FTP, TECHGHIL, chargés du suivi des bénéficiaires	<p>Les GIE offrent une opportunité pour la création d'emplois et la mutualisation des ressources. Il est recommandé d'appuyer davantage les bénéficiaires dans la création et le développement de GIE, y compris par l'octroi de financements, de matériel et d'un soutien technique pour renforcer la capacité des jeunes à générer des revenus de manière autonome.</p>

**Recommandation 5 : Améliorer la résilience des bénéficiaires à travers des modules de compétences de vie.**

*Niveau de priorité : Élevé*

*Liée au constat 3*

<i>Parties prenantes</i>	<i>Recommandations spécifiques</i>

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

<p>- EU, AFD, BIT, MEFP, INAP/FTP, chargés du suivi des bénéficiaires</p>	<p>Le développement de compétences sociales et psychologiques, en complément des compétences techniques, pourrait renforcer la résilience des bénéficiaires. Des modules sur la gestion des finances, la persévérance et la gestion du stress pourraient être introduits pour les aider à surmonter les obstacles socio-économiques et mieux se préparer aux réalités du marché du travail.</p>
---	---

**Recommandation 6 : Renforcer l’approche programmatique basée sur le genre.**

*Niveau de priorité : Élevé*

*Liée au résultat 33 et 34*

<i>Parties prenantes</i>	<i>Recommandations spécifiques</i>
<p>- EU, AFD, BIT</p>	<p>Il est essentiel de dépasser les quotas pour aborder les obstacles structurels auxquels les femmes sont confrontées. Une stratégie de genre intégrée, comprenant des actions ciblées pour sensibiliser les employeurs et promouvoir l'égalité des sexes dans le secteur du BTP, doit être mise en œuvre.</p>

**Recommandation 7 : Inclure explicitement les stratégies de recrutement des femmes et migrants de retour.**

*Niveau de priorité : Élevé*

*Liée au constat 32, 33 et 34*

<i>Parties prenantes</i>	<i>Recommandations spécifiques</i>
<p>- BIT, EU, AFD, MEFP, OIM, ONGs locales à identifier</p>	<p>La modalité « Chantier École » a rencontré des difficultés pour inscrire et maintenir des migrants rapatriés et des femmes dans son programme de formation. Il est par conséquent recommandé de renforcer la stratégie de recrutement en établissant des partenariats solides avec les organisations locales et les autorités compétentes, telles que l’OIM.</p> <p>Il est crucial de collaborer étroitement avec des ONG locales et des associations communautaires ayant une connaissance approfondie des migrants rapatriés et des femmes dans les zones ciblées. Par exemple, le Réseau des Associations de Femmes en Mauritanie pourrait jouer un rôle clé en facilitant l'accès et la participation des femmes. En parallèle, dynamiser le cadre de coopération avec l’OIM de manière à obtenir régulièrement des listes actualisées de migrants rapatriés permettrait au BIT, à l’UE et OIM d’élaborer des stratégies d’intégration adaptées.</p> <p>De plus, il est important d’impliquer directement les migrants de retour et les femmes dans le processus de conception des programmes de formation.</p>

### 4.3 LEÇONS APPRISES

L'évaluation de la modalité « Chantier École » du projet PECOBAT a mis en lumière plusieurs enseignements précieux qui peuvent orienter la conception et la mise en œuvre de futurs projets visant à renforcer l'offre de formation professionnelle et la transition des jeunes vers l'emploi décent. Ces leçons soulignent à la fois les réussites et les points d'amélioration, tirées des constats de l'évaluation. Elles insistent sur l'importance de la formalisation du secteur du BTP, de l'utilité d'une formation spécifique, de l'accès à des opportunités d'emploi décent, de la coordination efficace entre les acteurs, et d'un élargissement des partenariats avec le secteur privé. Ces enseignements, une fois appliqués, permettront de maximiser l'impact des futures interventions et de mieux répondre aux besoins et aux contextes des communautés cibles.

**1. La promotion de l'emploi décent la Mauritanie ne peut pas se faire seulement via des initiatives isolées.**

La modalité « Chantier École » a mis en évidence l'impact négatif de l'informalité sur l'accès au travail décent en Mauritanie. Une leçon clé est que les initiatives visant à promouvoir l'emploi dans des contextes hautement informels (tels que le BTP en Mauritanie) doivent inclure des stratégies nationales pour soutenir la formalisation du marché du travail afin d'y promouvoir des conditions de travail décentes.

**2. Le soutien du secteur privé existant est fondamental pour assurer l'accès aux opportunités d'emplois durables.**

Bien que les chantiers écoles aient offert des opportunités immédiates de formation, l'accès à des emplois pérennes ou à des contrats dans le secteur de la construction après la fin des chantiers reste un défi. Pour garantir la durabilité des résultats, il est crucial de soutenir le secteur privé ainsi que de renforcer les partenariats avec des entreprises locales et des acteurs du secteur privé, permettant ainsi une meilleure transition vers l'emploi pour les participants

**3. Les formations spécifiques sont utiles pour augmenter l'employabilité des jeunes dans les secteurs concernés.**

La méthode « Chantier École » a démontré son efficacité pour l'acquisition de compétences techniques spécifiques, comme celles en Voûte Nubiennne. Ces spécialisations sont particulièrement bénéfiques car elles ouvrent davantage d'opportunités d'emploi. Cette approche confirme les études globales selon lesquelles les formations techniques ciblées augmentent significativement l'employabilité des bénéficiaires dans des marchés du travail spécialisés. Par conséquent, il est recommandé de continuer à développer et à proposer des formations spécialisées adaptées aux besoins du marché local pour maximiser l'impact sur l'employabilité.

**4. Une coordination efficace entre les parties prenantes est essentielle à la réussite des projets.**

Des défis en matière de coordination entre les différents partenaires (ONG, autorités, entreprises privées) ont parfois retardé les activités et entravé les objectifs en termes de participation des groupes cibles. La mise en place d'un mécanisme de coordination formel avec des réunions régulières et des canaux de communication clairs permettrait d'améliorer l'efficacité et la cohérence des actions.

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

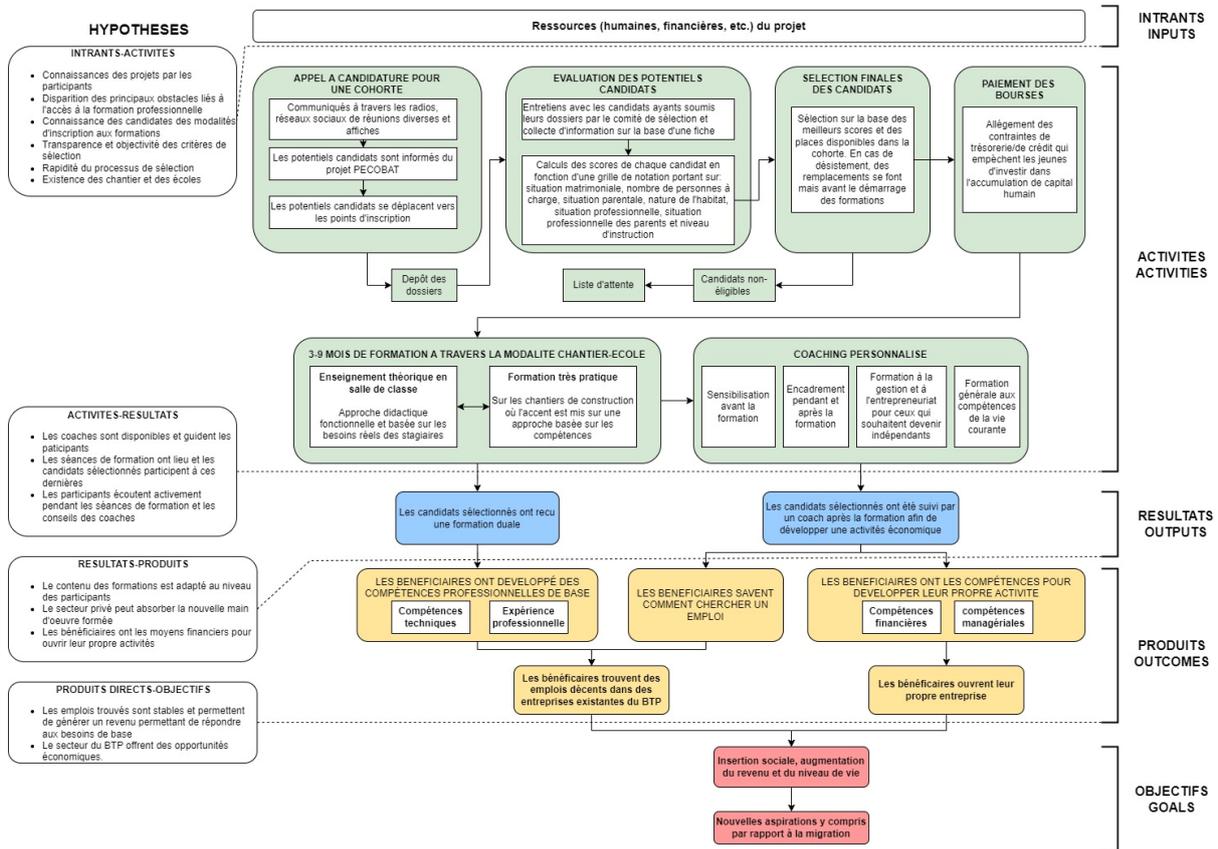
**5. L'appropriation locale et l'inclusivité sont des facteurs clés de durabilité.**

Les chantiers écoles ont montré une plus grande réussite là où les communautés locales étaient pleinement impliquées dans la planification et l'exécution des activités. Assurer que les communautés locales participent activement et sont représentées dans les processus de décision renforce non seulement l'appropriation mais aussi la pérennité des acquis du projet.

**5 ANNEXES**

**5.1 THEORIE DU CHANGEMENT DU PROJET PECOBAT**

Figure 2 : Théorie du changement du projet PECOBAT



Source : Elaboration propre basée sur la TdC partagée par L'OIT. Noter qu'au niveau de l'évaluation du projet PECOBAT, le concept d' « impact » se réfère à l'analyse de la contribution du projet aux produits et objectifs au niveau du bénéficiaire : développement des compétences, de l'employabilité, de l'emploi, du revenu, de la résilience, des intentions de migrer.

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Final Report –

### 5.2 CADRE LOGIQUE

Logique de l'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif général</b>			
<b>Dynamisation de l'économie et du développement local à partir de l'exploitation des ressources locales dans les régions de Brakna, l'Assaba, du Gorgol et du Guidimakha</b>			
Objectif spécifique			
<b>Amélioration de l'employabilité des jeunes à travers la formation professionnelle duale et la création d'emplois décents.</b>	Au moins 900 jeunes (500 MT, 400 FC) entre 16 et 35 ans, dont 25% de femmes, suivent un cours de formation professionnelle avec haute composante pratique dans le secteur de la construction (maçonnerie, topographie, électricité, plomberie, menuiserie etc.) dans les régions de l'Assaba, du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha. (450 sous le financement de l'UE et 450 sous le financement de l'AFD).	Copies des PV d'examens de réussite aux CC, Ou attestations de formation	Maintien de la stabilité politique.  Poursuite de la politique axée sur l'emploi et le développement régional Le Gouvernement et ses partenaires continuent à soutenir les programmes d'infrastructures.
	Au moins 100 jeunes suivent une formation en énergies renouvelables (50 sous le financement de l'AFD et 50 sous le financement de l'UE)	Copies des PV d'examens de réussite aux CC, Ou attestations de formation	
	Au moins 720 jeunes, (dont au moins 40% de femmes) ont bénéficié des formations pour l'exercice des métiers autres que l'écoconstruction (DEL) dans des métiers adaptés pour la promotion du développement local (par exemple, cuir, transformation alimentaire, poterie, artisanat, métiers para-agricoles etc.), sous le financement de l'AFD.	Copies des attestations de formation	Disponibilité des fonds d'investissement nécessaires au programme.
	1320 emplois pour les jeunes des régions de l'Assaba, du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha entre 16-35 ans, dont 30% de femmes, sont créés dans les différents secteurs économiques et professionnels, liés à la construction et autres secteurs.	Recommandations et Conclusions du Rapport d'évaluation du Consultant Mesures Insertion Rapport de suivi et évaluation Enquêtes projet de recherche	
	Au moins 10 infrastructures (5 sous le financement de l'UE et 5 sous le financement de l'AFD) sont construites avec des technologies de construction durable dans des communautés vulnérables pendant la durée du projet.	Décision du Ministère ou arrêté, de la décision d'établir les formations dans les CFP	
	Dix (10) installations d'énergie renouvelable du type solaire et autres, sont installées et font partie de l'unité à la fin du projet (5 financés par l'UE et 5 financés par l'AFD)	PV de réception des installations	
	540 hommes et femmes reçoivent le certificat de qualification dans les différentes formations proposées, sous le financement de l'AFD.	Copies des certificats de formation	
	Au moins 900 jeunes hommes et femmes suivent les différentes formations proposées en construction (450 sous le financement de l'UE et 450 sous le financement de l'AFD)	Copies des attestations de formation	
3 dispositifs d'insertion testés par le BIT et validés par l'AFD l'UE et le BIT comme ayant du potentiel dans l'insertion de jeunes (placement en entreprise et cellules d'insertion et la modalité d'entreprise d'insertion).	Documentation du projet Copies des attestations de formation Rapports des formation-action Rapports d'évaluations des personnes travaillant dans ces dispositifs.		

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

	<p>Au moins 100 MPME incluant/créées par des jeunes entre 16-35 ans bénéficiaires du projet, sont formées et/ou accompagnées pour assurer leur durabilité dans le secteur du BTP</p> <p>Au moins 1 Ministère (MEFPTIC, MET, MHUAT ou MEN) insère des politiques pour l'utilisation des matériaux locaux de construction dans leur plan d'action et l'utilise comme critère d'attribution dans 5 chantiers par an dans les passations des marchés.</p>	<p>Rapports des Académies des Entreprises et autres actions de formation et d'accompagnement à destination des entreprises</p> <p>Document officiel du Ministère concerné (arrêtés, codes de marchés internes, etc.)</p>	
<p><b>R1. La qualité de la main d'œuvre locale est améliorée par le biais de formations à haute composante pratique à partir de l'exploitation des ressources locales à travers la modalité "chantier école".</b></p>	<p>85% 1720 jeunes formés d'entre 16 et 35 ans de la région, visés par le projet, dont 25% de femmes, suivent un cours de formation professionnelle avec haute composante pratique dans les régions de l'Assaba, du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha.</p> <p>100% des 1720 jeunes formés d'entre 16 et 35 ans profitent également de la formation pour l'entrepreneuriat, gestion d'entreprise, et au moins 70% de ces jeunes bénéficieront de la formation d'inclusion financière avec l'ouverture des comptes bancaires<sup>1</sup></p> <p>Au moins 5% du budget du projet est alloué aux bourses pour la formation des jeunes d'entre 16 et 35 ans, dont au moins 30% de femmes bénéficiaires<sup>2</sup>.</p>	<p>Copies des PV d'examens de réussite aux CC, Ou attestations de formation</p> <p>Rapports des centres de formations Rapports des IMF en charge de l'inclusion financière des jeunes Et tout autres documents de projet sanctionnant les formations</p> <p>Rapports financiers du projet Rapport des paiements des bourses</p>	<p>Les participants du chantier école montrent d'intérêt sur les formations proposées</p>
<p><b>R2. Les infrastructures maximisant l'utilisation des matériaux locaux et ayant un impact sur le développement local sont construites, appropriées et exploitées de manière organisée.</b></p>	<p>Au moins 10 parcelles de terrains sont mises à disposition du projet pour l'implantation des infrastructures par les mairies et/ou autres autorités concernées à la fin du projet. (5 sous le financement de l'AFD et 5 sous le financement de l'UE)</p> <p>Au moins 10 infrastructures sont construites par les participants des chantiers école.</p>	<p>Pv de cessation définitives des terrains par les autorités administratives locales PV de réception des infrastructures et les rapports de suivi des chantiers.</p>	
<p><b>R3. L'employabilité des jeunes, dans les secteurs privilégiés par le projet, s'est améliorée à travers les mécanismes mis en place : mécanismes d'insertion professionnelle, de la promotion de l'entrepreneuriat et du renforcement du secteur privé.</b></p>	<p>Au moins 1320 participants (75 jeunes d'entre 16 et 35 ans, dont au moins 30% de femmes sont employés par les différentes mesures d'insertion du projet y compris les allocations économiques<sup>3</sup> dans le secteur BTP et dans d'autres métiers liés au Développement Local et création d'entreprises. Plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moins 70% des participants aux chantiers (630) ont trouvé un emploi dans les 12 mois suivants de la formation, dont, <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 5% salariés dans des entreprises (30)</li> <li>○ 10% salariés dans des entreprises partenaires du BIT à travers les bourses d'insertion (63)</li> <li>○ 30% entrepreneuriat informelle (189)</li> <li>○ 55% salariés éventuels dans les bâtiments / construction en cours ou dans les mois à venir (345)</li> </ul> </li> </ul>	<p>Documentation de projet, formulation des initiatives de développement local</p> <p>Enquêtes sur le suivi/insertion des bénéficiaires Rapports des dispositifs d'insertions mis en place par le BIT Documentation du projet</p>	<p>Il y a de la volonté politique et/ou de soutien institutionnel.</p> <p>La participation des parties prenantes est effective et soutenue dans le temps.</p> <p>Le contexte économique s'est amélioré permettant l'insertion des jeunes chômeurs.</p>

<sup>1</sup> EUTF Common Output Indicators : *Number of people assisted to develop economic income generating activities* : Number of individuals benefiting from access to funding (loans or grants); business development services and/or having attended entrepreneurship and financial education awareness programs.

<sup>2</sup> EUTF Common Output Indicators: 1.7 *Financial volume of new funding instruments for scholarships or self-employment* : Financial volume in EUR by type of support (scholar-ships or self-employment)

<sup>3</sup> EUTF Common Output Indicators : 1.5 *Number of job placements facilitated and/or supported* : Job placements facilitated through the payment of incentives, stipend payments, etc. (Includes employment supported with EUTF funds).

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moins 70% des participants (504) dans les formations liées au Développement Economique Locale et Développement d'entreprises, reçoivent des appuis             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 30% à travers des microcrédits d'entreprises mis en place par le projet (151)</li> <li>○ 50% à travers des renforcements de leur capacités d'entrepreneuriat / emploi informel renforcé par le pool des formateurs mis à disposition par le projet (252)</li> </ul> </li> </ul> <p>Et 20% des jeunes améliorent la gestion et rentabilité de leurs entreprises (100)</p>		
<b>Activités</b>			
<b>Résultat 1. La qualité de la main d'œuvre locale et les opportunités d'insertion sont améliorées par le biais de formations à haute composante pratique à partir de l'exploitation des ressources locaux à travers la modalité "chantier école"</b>			
<b>1.1 Réalisation d'une analyse territoriale multicritères rapide pour l'analyse des besoins: (i) Identification des besoins en formation dans le secteur de l'écoconstruction, (ii) Identification des nouvelles filières de formation liées aux opportunités économiques à développer à niveau local avec du potentiel de création d'emplois décents, (iii) Identification et l'évaluation des besoins des entreprises locales en termes de main d'œuvre et de renforcement des capacités en incluant l'approche genre.</b>	<p>Une analyse (1) territoriale a été réalisée pour l'identification des opportunités économiques à développer à niveau local. L'étude comprend l'identification de (au moins) 4 nouvelles filières de formation liées aux opportunités de développement économique à partir de ressources locales et avec un grand potentiel de création d'emplois décents. Financement de l'AFD.</p>	<p>Une (1) évaluation des besoins en main d'œuvre des entreprises locales a été réalisée.</p> <p>Étude réalisée</p>	<p>Le niveau initial des jeunes permet leur apprentissage des matières proposées.</p> <p>Les stagiaires sont intéressés aux initiatives d'auto emploi.</p> <p>Il y a la volonté pour appliquer des critères d'éligibilité qui sont claires et transparentes, pour la sélection des candidats.</p> <p>Les candidats ont la volonté ferme de suivre l'ensemble des activités précisées dans leur parcours d'insertion</p>
<b>1.2. Formation professionnelle qualifiante et diplômante. Les postulants éligibles ayant souscrit un parcours d'insertion bénéficient d'une gamme de formations adaptées à leur profil pour assurer l'amélioration des compétences à travers les ateliers de formation, les travaux HIMO et l'assignation des allocations à l'activité économique pour les postulants éligibles.</b>	<p>100% des jeunes participants ont participé des activités de sensibilisation sur les différentes formations et leurs possibilités potentielles d'emploi.</p> <p>500 personnes profitent de formation en situation réelle de travail dans le cadre du chantier école (50% financement de l'AFD et 50% financement de l'UE).</p> <p>400 personnes profitent de formation en situation réelle de travail ou de renforcement technique dans le cadre des prestations de services (des CFP) aux chantier-écoles (50% financement de l'AFD et 50% financement de l'UE).</p> <p>100% des jeunes du chantier école profitent de formations en comptabilité, employabilité et création et gestion d'entreprises.</p> <p>Un (1) système de suivi et d'évaluation est mise en place.</p>	<p>Documentation du projet, enquêtes de satisfaction clients et entreprises partenaires, rapports d'activité, et justificatifs des dépenses</p>	
<b>1.3. Formation professionnelle pour l'acquisition des compétences nécessaires pour l'exercice des métiers identifiés pour la création de richesse à niveau local (DEL).</b>	<p>Au moins une (4) nouveaux CC complète rédigé par l'INAP-FTP et validé par le Ministère concerné, selon les secteurs à forte potentielle de développement.</p> <p>Au moins dix (10) Formateurs des CFP sont formés aux métiers identifiés pour le développement local pendant la durée du projet.</p>	<p>Statistiques / Base de données du projet</p> <p>Publication "Guide-métier"</p>	
<b>1.4. Transfert rapide du savoir-faire en matière de mise en œuvre de projets à fort coefficient d'emplois (méthodologie HIMO) et</b>	<p>10 personnes sont formées à la conception et pilotage d'activités sous la modalité Chantier École (au sein de CFP et DFTP).</p>	<p>Documentation du projet, comptes rendus</p>	

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

<p><b>sensibilisation auprès des autorités publiques et agences internationales de référence en termes de matériaux locaux et des stratégies HIMO pour l'inclusion dans leurs feuilles de route.</b></p>	<p>Au moins 50 personnes entre formateurs et personnel d'encadrement des CFP sont formées à la conception d'activités sous la modalité Chantier École</p> <p>Au moins 2 CFP sont retenus par le MEFPTIC pour la démultiplication de la formation.</p> <p>Au moins 1 agence publique ou Ministère s'engage pour l'inclusion de la construction en matériaux locaux dans les feuilles de route et plans d'action.</p> <p>Au moins 50 personnes dans les communes sont formées aux spécificités de la passation de marché en matériaux locaux et l'inclusion de clauses sociales de formation.</p> <p>Au moins une (1) publication sur les activités du projet réalisé et distribuée parmi les partenaires du projet et les bailleurs de fonds.</p> <p>Une guide (1) HIMO pour l'harmonisation de l'instrument dans la Mauritanie, est élaborée et éditée.</p>		
<p><b>Résultat 2. Les infrastructures maximisant l'utilisation des matériaux locaux et ayant un impact sur le développement local sont construites et appropriées de manière organisée</b></p>			
<p><b>2.1. Identification définitive des zones d'intervention et engagement de cession des terrains</b></p>	<p>10 terrains de 90mx60m sont mis à disposition du projet pour l'implantation unités par les mairies et/ou autres autorités concernées à la fin du projet</p> <p>Au moins 6 Plans de développement Communaux sont directement appuyés dans le cadre du projet en Brakna, Gorgol, Guidimakha et l'Assaba<sup>4</sup>, 3 sous le financement de l'AFD et 3 sous le financement de l'UE)</p>	<p>Documentation accréditive de cession des terrains</p>	<p>Les autorités ne refusent pas la réception des travaux une fois accomplis.</p> <p>Les différents niveaux de gouvernement pour l'affectation d'une parcelle d'intérêt public sont coordonnés</p>
<p><b>2.2. Réalisation, suivi, et contrôle des travaux HIMO réalisés dans le cadre des programmes d'infrastructures publiques : suivi de la mise en œuvre, accompagnement à l'utilisation de nouvelles technologies ou matériaux locaux, appui à la mise en place de systèmes de suivi et de contrôle des chantiers</b></p>	<p>Au moins deux (2) études techniques et architecturales (1 par typologie d'infrastructure, école et collège) et une étude d'impact environnemental est réalisée (financement UE 50% et financement AFD 50%)</p> <p>Au moins (10) infrastructures sont construites par les participants du PECOBAT selon la modalité chantier école sous la direction d'un chef chantier (50% financement UE et 50% financement AFD)</p> <p>Au moins 2 chefs de chantier sont engagés.</p> <p>Le 100% des chefs de chantier sont présents dans les chantiers pour toute la durée des travaux.</p> <p>Les prestations pour les produits de menuiserie, l'installation électrique, l'installation de plomberie pour les 10 unités construites sont assurés par les CFP partenaires du projet. (50% financement UE et 50% financement AFD)</p>	<p>Études techniques et architecturales Photos, justificatifs des dépenses Contrats</p>	<p>Il n'y a pas des difficultés pour identifier les chefs de chantier ayant un profil professionnel de la construction et pédagogue.</p> <p>Il n'y a pas des difficultés pour identifier des experts nationaux dans les nouvelles technologies liées aux matériaux locaux.</p> <p>Il n'y a pas des retards sur les chronogrammes qui empêchent le normal déroulement des travaux dans la saison de pluie.</p> <p>Les jeunes maintiennent la motivation pour l'activité.</p>

<sup>4</sup> EUTF Common Output Indicators: 2.1 *Number of local development plans directly supported*. Number of policy documents, strategies and plans for local development which the EUTF has contributed to develop with local authorities, communities, grassroot organisations and civil society

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

<p><b>3.3. Constitution des services de renforcement de capacités et d'appui aux entrepreneurs, petites et moyennes entreprises</b></p>	<p>Un pool de 10 formateurs pour l'accompagnement des petites entreprises créées est disponible. (Financement de l'AFD)</p> <p>Au moins 100 entreprises sont créées ou renforcées en profitant des services d'accompagnement pendant la durée de vie du projet, dont 50% sont tenues par des femmes<sup>6</sup></p>	<p>Documents de projet</p>	
<p><b>3.4. Formation et renforcement des compétences au profit du personnel d'encadrement technique des PME mauritaniennes, notamment les PME œuvrant dans le domaine du BTP</b></p>	<p>Au moins 4 éditions de l'Académie d'Entreprises sont lancées pendant toute la durée du projet (2 sous le financement de l'UE et 2 sous le financement de l'AFD)</p> <p>Au moins 10 responsables des agences publiques et représentants du secteur privé du BTP réalisent un voyage de d'étude (50% UE et 50% AFD)</p> <p>Au moins 1 étude technique est réalisée pour la promotion de l'utilisation de matériaux locaux (études de faisabilité, recherche pour des modalités de production semi-industrielle de briques en terre crue, normalisation des standards, stratégies de formation) sous le financement de l'UE.</p>	<p>Rapport du projet</p>	
<p><b>3.5. Capitalisation des activités de développement local et amélioration de l'employabilité</b></p>	<p>Un (1) document de capitalisation des activités du projet est réalisé et distribuée parmi les partenaires du projet et les bailleurs de fonds</p>	<p>Publication</p>	

## ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT – Rapport final –

	<p>Au moins 10 sources d'énergie renouvelable de type solaire et autres, sont installées et font partie de l'unité à la fin du projet (50% financement UE et 50% financement AFD)</p> <p>Au moins un (1) inventaire détaillé a été rédigé par un technicien architecte ou ingénieur incluant une base de données de contacts dans les régions, formats du produit, couts de transports et base de données de prix (financement UE)</p>		<p>Les prix d'exécution ne monte pas pendant la durée du projet.</p> <p>Les prix de transport et de la terre de construction au chantier ne sont pas affectés par la présence du projet.</p>
<p><b>2.3. Réception et inauguration des chantiers (après nettoyage de la zone par les entreprises maitresses d'œuvre), évaluation et certification des acquis des stagiaires et sensibilisation des partenaires locaux, des bénéficiaires des infrastructures et de la société civile pour leur implication et responsabilisation autour des chantiers et de leur prise en charge.</b></p>	<p>Au moins dix (10) unités d'infrastructure sont certifiées et inaugurées dans un espace propre et bien aménagé.</p> <p>Au moins un comité de gestion a été établi pour chaque bâtiment. Le 50% de participants au comité sont des femmes. Au moins une femme a un rôle de responsabilité dans le Comité de Gestion : présidente ou trésorier.</p>	<p>Certificats de finalisation du chantier</p> <p>Constitution des Comités de Gestion</p>	<p>La coordination entre CFP/Chantier est efficace</p> <p>Les retards des prestations des centres de formation n'ont pas une incidence dans le déroulement des travaux sur le site</p>
<p><b>Résultat 3. L'employabilité des jeunes, dans les secteurs privilégiés par le projet, s'est améliorée à travers les mécanismes mis en place : mécanismes d'insertion professionnelle, de la promotion de l'entrepreneuriat et du renforcement du secteur privé.</b></p>			
<p><b>3.1. Mise en place des mécanismes pour l'insertion professionnelle autres que l'entrepreneuriat</b></p>	<p>1720 participants ont accès aux services d'insertion professionnelle établis par le BIT.</p> <p>3 mesures d'insertion testées et validées comme ayant du potentiel dans l'insertion de jeunes (placement des jeunes en entreprises, cellules d'insertion et modalité d'entreprise sociale d'insertion)</p> <p>Au moins 60% des bénéficiaires profitent des services de l'entreprise sociale d'insertion</p> <p>Au moins 100 bénéficiaires, dont 40% de femmes, ont accès à un emploi partiellement subventionné.</p> <p>Au moins (3) unités d'orientation au sein des CFP et la cellule d'insertion ANAPEJ profitent des formations et appui technique.</p>	<p>Documentation du projet, enquêtes de satisfaction clients et entreprises partenaires, rapports d'activité, et justificatifs des dépenses.</p> <p>Statistiques / Base de données du projet</p>	<p>Poursuite de la politique de décentralisation facilitant une participation effective de la société civile et du secteur privé dans la formulation et la mise en œuvre des initiatives de création d'emplois.</p> <p>Une volonté de coordination entre divers programmes et initiatives DEL est en place.</p> <p>Les jeunes femmes et hommes sont intéressés à se lancer dans une entreprise / continuer leur entreprise.</p> <p>Le cadre politique, législatif et réglementaire est favorable au bon fonctionnement des organisations et entreprises issues de l'économie sociale.</p>
<p><b>3.2. Mise en place de mécanismes de promotion de l'entrepreneuriat : Sensibilisation à l'entrepreneuriat et appui à la création de microentreprises dans les différentes filières d'exploitation économique</b></p>	<p>100% des jeunes du chantier école profitent de formations en comptabilité, employabilité et création et gestion d'entreprises.</p> <p>100% des jeunes participants du programme sont sensibilisés aux différents aspects de l'entrepreneuriat, y compris au travers de formations visant le changement de comportement</p> <p>Au moins un (1) concours des projets d'entreprise est organisé et au moins 25% des projets sont présentés par des femmes ou par des organisations de femmes (financement AFD).</p> <p>Des instruments d'appui financier, existants ou créés dans le cadre du projet, seront mis en place à travers une ou plusieurs IMF pour favoriser le développement de micro-entreprises dans les secteurs ciblés par le projet. (Financement AFD)<sup>5</sup></p>	<p>Documentation du projet.</p>	<p>La situation économique en général s'est améliorée permettant l'insertion des jeunes chômeurs.</p>

<sup>5</sup> En lien avec l'indicateur 1.3 du EUTF Common Output Indicators: Number of individuals benefiting from access to funding (loans or grants); business development services and/or having attended entrepreneurship and financial education awareness programs.

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
– Rapport final –

**5.3 MATRICE D’EVALUATION**

Tableau 3 : Matrice d’évaluation

QE principale	Critère de jugement	Dimensions	Indicateurs	Méthode d’évaluation	Outils	Critères CAD
<b>QE0. Questions de monitoring spécifiques à l’intervention</b>						
0.1. Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints / sont-ils susceptibles d’être atteints ?	0.1.MRT2. La modalité « chantier école » permet-elle d’augmenter le taux de participation et le taux d’achèvement de la formation professionnelle ?	Jeunes formés	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Taux de fréquentation</li> <li>– Taux d’achèvement</li> <li>– Nombre de postulants</li> </ul>	Quantitative	Données de monitoring/secondaires du BIT et autres centres/projets de formation professionnelles	Efficacité
<b>QE1. Dans quelle mesure les interventions du FFU contribuent-elles à l’emploi, la création d’emploi et aux compétences ?</b>						
<i>Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-t-elle à l’emploi, la création d’emploi et aux compétences ?</i>						
1.1. Quels sont les effets des formations sur l’employabilité des bénéficiaires et l’accès à l’emploi (décent) ?	1.1.MRT2.a Quel est l’impact de la modalité « chantier école » sur le développement de compétences ?	Compétences	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Score de compétences basé sur une liste de compétences du projet</li> <li>- Types des nouvelles connaissances acquises en fonction de quel type de soutien (formation théorique, pratique, stage) selon les bénéficiaires</li> </ul>	Quantitative	Questionnaire structuré <sup>1</sup>	Impact
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des nouvelles connaissances acquises (technique, pratique, compétences de vie)</li> <li>- Qualité de l’application de ces nouvelles connaissances</li> </ul>	Qualitative	Groupes de discussion avec chargés de suivi pédagogique et technique Entretiens individuels avec bénéficiaires en	Impact

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

QE principale	Critère de jugement	Dimensions	Indicateurs	Méthode d'évaluation	Outils	Critères CAD
			- Perception des jeunes et équipes d'accompagnement sur utilité des connaissances acquises dans le développement de compétences		formation et anciens bénéficiaires Entretiens institutionnels avec équipe BIT  Revue de la documentation du projet	
	1.1.MRT2.b Quels sont les effets de la modalité « chantier école » sur l'employabilité des bénéficiaires ?	Adéquation des compétences acquises	- Valeur ajoutée du certificat de compétences et de la formation dans le recrutement des bénéficiaires - Éléments particulièrement importants pour faciliter l'insertion professionnelle - Type de soutien qui a le plus servi au développement professionnel - Rôle du partenariat entre le BIT et les entreprises membres du dialogue sociale dans l'insertion des bénéficiaires du projet - Utilité des compétences acquises pour évoluer dans l'emploi - Familiarité avec les techniques de recherche d'emploi	Qualitative	Groupes de discussions avec chargés de suivi pédagogique et technique et entreprises Entretiens individuels avec bénéficiaires en formation et anciens bénéficiaires  Entretiens institutionnels avec équipe BIT  Revue de la documentation du projet	Impact
	1.1.MRT2.c Quel est l'impact de la modalité « chantier école » sur l'emploi décent?	Emploi	- Statut d'emploi actuel (Être actuellement dans l'emploi, dépendant ou indépendant) - Attachement à l'emploi - Effort pour être employé - Durée de la recherche d'un emploi	Quantitative	Questionnaire structuré <sup>1</sup>	Impact

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBA T**  
**– Rapport final –**

QE principale	Critère de jugement	Dimensions	Indicateurs	Méthode d'évaluation	Outils	Critères CAD
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secteur d'activité du travail actuel</li> <li>- Type du contrat actuel (par exemple, formel ou informel, permanent ou à court terme)</li> <li>- Type de poste actuellement occupé</li> <li>- Nombre d'heures travaillées</li> </ul>			
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Influence du projet sur l'obtention d'un emploi de qualité</li> <li>- Défis rencontrés pour accéder à l'emploi de qualité</li> <li>- Raisons pour lesquelles les bénéficiaires sont satisfaits de leur emploi</li> <li>- Motivation et capacité des entreprises partenaires pour offrir des conditions de travail décentes</li> </ul>	Qualitative	<ul style="list-style-type: none"> <li>Groupes de discussion avec chargés de suivi pédagogique et technique</li> <li>Entretiens individuels avec bénéficiaires en formation et anciens bénéficiaires</li> <li>Entretiens institutionnels avec équipe BIT</li> </ul>	Impact
			-			
			-			
			-			

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
– Rapport final –

QE principale	Critère de jugement	Dimensions	Indicateurs	Méthode d'évaluation	Outils	Critères CAD
1.3. Dans quelle mesure les compétences acquises grâce aux formations EUTF sont-elles alignées avec les attentes des employeurs sur le marché du travail local ?	1.3.MRT2 Dans quelle mesure les compétences acquises grâce aux formations sont-elles alignées avec les attentes des employeurs sur le marché du travail local ?	Attentes des employeurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité d'intégration des bénéficiaires dans l'entreprise / efficacité dans l'emploi</li> <li>- Exigences et attentes des employeurs potentiels</li> <li>- Satisfaction des employeurs avec compétences professionnelles acquises par les bénéficiaires / attractivité des apprentis</li> <li>- Capacité du projet à relever les obstacles liés à l'accès des jeunes au marché du travail</li> <li>- Adéquation entre formations proposées et besoins du marché du travail</li> <li>- Satisfaction des entrepreneurs vis-à-vis de la qualité du travail de bénéficiaires recrutés</li> </ul>	Qualitative	<p>Groupes de discussions avec chargés de suivi pédagogique et technique et entreprises</p> <p>Entretiens individuels avec bénéficiaires en formation et anciens bénéficiaires</p> <p>Entretiens institutionnels avec équipe BIT</p> <p>Revue de la documentation du projet</p>	Pertinence
<b>QE2. Dans quelles mesures les interventions du FFU ont-elles affecté le niveau de vie et la résilience des bénéficiaires ?</b>						
<i>Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-elle au niveau de vie et à la résilience des bénéficiaires ?</i>						
2.1 Quels sont les effets des formations sur le niveau de vie et la résilience des bénéficiaires ?	2.1.MRT2.a Quel sont les effets de la modalité « chantier école » sur le niveau de revenus des bénéficiaires ?	Revenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Salaire/revenu de l'emploi</li> <li>- Revenu de l'emploi indépendant</li> <li>- Indicateur d'emploi décent</li> <li>- Productivité horaire</li> <li>- Perceptions sur salaire/revenu de l'emploi</li> </ul>	Quantitative  Qualitative	Questionnaire structure <sup>+</sup>  Entretiens individuels avec bénéficiaires en formation et anciens bénéficiaires	Impact
	2.1.MRT2.b Quels sont les effets de la modalité	Résilience	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Résilience économique : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Variation du revenu</li> <li>○ Revenu minimum</li> </ul> </li> </ul>	Quantitative  Qualitative	Questionnaire structure	Impact Efficacité

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

QE principale	Critère de jugement	Dimensions	Indicateurs	Méthode d'évaluation	Outils	Critères CAD
	« chantier école » sur la résilience ?		<ul style="list-style-type: none"> <li><del>– Résilience subjective (perceptions)</del></li> <li><del>– Indice de satisfaction professionnelle</del></li> <li><del>– Indice de bien-être subjectif</del></li> <li><del>– Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine heures « habituellement travaillées »)</del></li> <li><del>– Taux de sous-emploi lié à la durée du travail par secteur</del></li> <li>Perceptions des bénéficiaires sur leur résilience économique</li> <li>Perceptions des bénéficiaires sur leur bien-être</li> <li>Expérience avec une exposition au choc, gravité et capacité de récupération</li> <li><del>– Exposition au choc</del></li> <li><del>– Gravité du choc</del></li> <li><del>– Capacité de récupération</del></li> </ul>		Entretiens individuels avec bénéficiaires en formation et anciens bénéficiaires	
<b>QE3. Quels types de soutien fournis par le FFU sont les plus efficaces en termes de coût pour améliorer l'employabilité ?</b>						
<i>Dans quelle mesure la modalité Chantier École a-t-elle été efficace ?</i>						
3.1. Quels sont les coûts par bénéficiaires des interventions du FFU ?	3.1.MRT2 Quels ont été les coûts de la modalité « chantier école » par bénéficiaire ?	Ressources mobilisées/nombre de jeunes formés	<ul style="list-style-type: none"> <li><del>– Ressources mobilisées/nombre de jeunes formés</del></li> </ul>	Quantitative	Données administratives et questionnaire structuré	Efficience
3.2. Quels sont les effets des interventions du FFU (sur	3.2.MRT2 Quels sont les effets de la modalité « chantier école » par rapport à leurs coûts ?	Ressources mobilisées/effets générés par les jeunes formés	- Ressources mobilisées/emploi additionnel obtenu par les jeunes formés	Quantitative	Données administratives et questionnaire structuré	Efficience

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

QE principale	Critère de jugement	Dimensions	Indicateurs	Méthode d'évaluation	Outils	Critères CAD
l'emploi) en termes de coûts ?			- Ressources mobilisées/revenu additionnel généré par les jeunes formés			
<b>QE4. A quels autres résultats désirés ou inattendus les interventions du FFU ont-elles contribué (par exemple en termes de mobilité, de migration, ou d'intentions de migration, politiques de l'emploi) ?</b>						
<b>A quels autres résultats désirés ou inattendus modalité « chantier école » a-t-elle contribué ?</b>						
4.2. Comment les interventions du FFU ont-elles modifié les intentions de déplacements (au sein de la région, du pays, à l'international) des bénéficiaires pour la recherche d'emploi ?	4.2.MRT2 Comment l'intervention a-t-elle changé les aspirations de vie des bénéficiaires (par exemple, le type d'emploi, l'envie de migrer, les revenus) ?	Perspectives d'avenir dans le pays	Aspiration en termes de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Revenus</li> <li>- Types d'emplois</li> <li>- Lieu de travail/ intention de migration</li> </ul>	Quantitative	Questionnaire structuré <sup>1</sup>	Impact
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Influence des opportunités créées par le projet sur les aspirations de vie des bénéficiaires</li> <li>- Valeur accordée aux opportunités créées par le projet dans établissement du projet de vie</li> <li>- Projets de vie réalisable en Mauritanie</li> <li>- Définition (subjective) des déterminants du projet de vie et de ses objectifs</li> <li>- Défis identifiés pour établissement du projet de vie</li> </ul>	Qualitative	Groupes de discussions avec chargés de suivi pédagogique et technique Entretiens individuels avec bénéficiaires en formation et anciens bénéficiaires  Entretiens institutionnels avec équipe BIT  Revue de la documentation du projet	Impact
<b>QE5: Les interventions FFU ont-elles inclus et promu différents groupes de population vulnérables tels que les jeunes, les femmes, les réfugiés, IDPs, les migrants de retour, et les communautés d'accueil de la même manière ?</b>						

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
– Rapport final –

QE principale	Critère de jugement	Dimensions	Indicateurs	Méthode d'évaluation	Outils	Critères CAD
<b>Dans quelle mesure la modalité „chantier école“ a-t-elle inclus et soutenu les groupes vulnérables?</b>						
5.1. Quels sont les résultats (différenciés) des interventions du FFU sur les jeunes, les femmes, les réfugiés, IDPs, les migrants de retour et les communautés d'accueil en termes de création d'emploi, d'employabilité et de développement de compétences ?	5.1. MRT2 Quels sont les effets de la participation à la modalité « chantier école » sur l'autonomisation des femmes ?	Autonomisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rôle des femmes bénéficiaires dans leur communauté</li> <li>- Changement de comportement avant/après participation</li> <li>- Pouvoir de décision</li> <li>- Défis rencontrés</li> </ul>	Qualitative	<p>Groupes de discussions avec chargés de suivi pédagogique et technique et entreprises</p> <p>Entretiens individuels avec bénéficiaires en formation et anciens bénéficiaires</p> <p>Entretiens institutionnels avec équipe BIT</p> <p>Revue de la documentation du projet</p>	Impact
	5.1.MRT2.b Quel sont les effets de la modalité « chantier école » selon <sup>6</sup> : - la localisation des élèves (urbain ou rural) ? - Le genre ?	Emploi Revenu Résilience	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statut de l'emploi</li> <li>- Nombre d'heures travaillées</li> <li>- Revenu</li> <li>- Résilience économique</li> </ul>	Quantitative	Questionnaire structuré <sup>†</sup>	Impact
5.2. Les interventions du FFU ont-elles	5.2.MRT2 Dans quelle mesure la modalité	Sensibilité du parcours au genre	- Définition du genre sur laquelle est basé la modalité « chantier école »	Qualitative	Analyse des documents de projet et cadre théorique	Pertinence

<sup>6</sup> L'analyse hétérogène par groupes de population ciblés (femmes, jeunes) ne sera très probablement pas possible en raison de la petite taille de l'échantillon/du pouvoir statistique.

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

QE principale	Critère de jugement	Dimensions	Indicateurs	Méthode d'évaluation	Outils	Critères CAD
suivi une approche sensible au genre?	« chantier école » est-elle sensible au genre ?		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Changements observés par bénéficiaires</li> <li>- Type d'accompagnement offert aux bénéficiaires (femmes)</li> </ul>		<p>Groupes de discussions avec chargés de suivi pédagogique et technique</p> <p>Entretiens individuels avec bénéficiaires en formation et anciens bénéficiaires</p> <p>Entretiens institutionnels avec équipe BIT</p>	
5.3. Dans quelle mesure les services des interventions du FFU répondent aux besoins spécifiques des jeunes, des femmes, des réfugiés, des IDPs, des migrants de retour et des communautés d'accueil en termes de création d'emploi,	5.3.MRT2 Dans quelle mesure le cadre de soutien aux jeunes répond-il aux besoins spécifiques des jeunes bénéficiaires ?		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perceptions sur la qualité de l'accompagnement vers l'emploi</li> <li>- Niveau d'adaptation de l'accompagnement aux besoins des bénéficiaires tels que définis par ces derniers</li> <li>- Qualité de l'accompagnement du personnel de formation</li> <li>- Adaptation des infrastructures et du contenu de formation aux besoins des bénéficiaires et des plus vulnérables</li> <li>- Capacité du projet à relever les obstacles liés à l'accès des bénéficiaires au marché du travail</li> </ul>	Qualitative	<p>Groupes de discussions avec chargés de suivi pédagogique et technique</p> <p>Entretiens individuels avec bénéficiaires en formation et anciens bénéficiaires</p> <p>Entretiens institutionnels avec équipe BIT</p>	Pertinence

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBA T**  
**– Rapport final –**

<b>QE principale</b>	<b>Critère de jugement</b>	<b>Dimensions</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Méthode d'évaluation</b>	<b>Outils</b>	<b>Critères CAD</b>
d'employabilité et développement de compétences ?						
<p><b>QE6: Quelles sont les contributions vraisemblables des interventions du FFU en comparaison aux interventions bilatérales et indépendantes des États membres, et dans quelle mesure les interventions du FFU sont-elles cohérentes avec d'autres interventions locales?</b>  <i>Les questions pour QE6 ne sont pas posées au niveau national dans R1</i></p>						

Source : Elaboration de C4ED

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

**5.4 LISTE DES PERSONNES ET ORGANISATIONS CONSULTÉES**

Tableau 4 : Liste des personnes et organisations consultées

Catégories	Organisation	Position
Institutions gouvernementales	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP)/Direction Générale de la Formation Technique et Professionnelle	Directeur
	Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (INAP/FTP)	Directeur
	Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (TECHGIL)	Responsable de l'insertion
	Bureau Mauritanien pour l'Insertion	Responsable de l'insertion
Sous-traitant	BetaPlus	Directeur
		Equipe d'enquêteurs Brakna
		Equipe d'enquêteurs Gorgol
		Equipe d'enquêteurs Nouakchott
Organisation internationale chargée de la mise en œuvre	Bureau International du Travail (BIT)	Coordinateur du projet
		Coordinateur chargé des projets d'insertion des jeunes
		Chargé du suivi et d'encadrement des bénéficiaires
		Responsable du suivi pédagogique et technique
		Responsable de la mobilisation et formation des bénéficiaires
Bailleurs de fonds	Union Européenne	Chargé de programmes
	Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique (FFU)	Chargé de programmes
	AFD	Chargé de programmes
Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME)	Entreprises membres du dialogue social avec le BTP (individus)	Directeur d'entreprise
Communautés	Membres des communautés (individus)	Jeunes hommes et femmes entre 18-35 bénéficiaires de la modalité « Chantier École » dans le Brakna, Gorgol et Nouakchott.

Source : Elaboration du C4ED

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

**5.5 CALENDRIER DES ACTIVITES**

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des activités qui ont rythmé l'exercice d'évaluation entre 2021 et 2024.

Tableau 5 : Plan de travail 2021-2024

	2021				2022				2023				2024				
	Quarts	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
<b>Phase de lancement</b>																	
Revue de la littérature et mission de cadrage																	
Élaboration de la TdC et de la matrice d'évaluation																	
Obtention d'une autorisation éthique																	
Élaboration du plan de mise en œuvre sur le terrain																	
Rapport initial																	
Développement des outils																	
Processus de candidature et randomisation de l'attribution du traitement																	
Collecte des données																	
Nettoyage des données																	
Analyse des données																	
Rapport de recherche #1																	
Brochure du projet																	
<b>Collecte de données</b>																	
Développement d'outils/finalisation d'outils qualitatifs																	
Programmation CAPI et mises à jour de traduction																	
Formation, pilote																	

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT  
– Rapport final –**

Collecte de données																
Nettoyage des données																
Analyse des données																
Rapport de recherche #2																
Mises à jour de l'outil																
Programmation CAPI et mises à jour de traduction																
Formation, pilote																
Collecte de données																
Nettoyage des données																
Analyse des données																
Diffusion des données																
Rapport de recherche #3																
Rapport final																

Note : Les activités listées en gris clair n'ont pas eu lieu suite à l'abandon de l'approche quantitative.

Source : Elaboration du C4ED

---

## 5.6 ÉQUIPE D'ÉVALUATION

**Agathe Rivière** est chargée de recherche qualitative et d'évaluation chez C4ED depuis 2017. Elle est responsable du développement et de la mise en œuvre de stratégies de recherche qualitative pour des évaluations qualitatives ou utilisant des méthodes mixtes. Au cours des sept dernières années, Agathe Rivière a évalué et suivi des interventions de développement dans les domaines de la protection sociale, de l'hygiène et de l'assainissement (WASH), de l'éducation (formelle et informelle), de la migration et du développement du secteur privé pour l'UNICEF, la Coopération Suisse au Développement (CSD), Finance in Motion (FiM), la Commission Européenne (FFU), l'Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement (GIZ) et le Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO). Elle utilise principalement les critères d'évaluation du CAD de l'OCDE, tout en intégrant systématiquement une perspective de genre et d'équité dans ses évaluations. Elle est spécialisée dans les méthodes de recherche participatives et possède une expertise régionale en Afrique et Asie du Sud.

En plus de son travail de recherche, le rôle d'Agathe Rivière chez C4ED inclut des tâches transversales de gestion de projet telles que le renforcement des capacités et l'assurance qualité. Depuis le début de la collaboration entre C4ED et le FFU, Agathe Rivière est le point focal pour toutes les questions liées aux aspects de recherche qualitatives des évaluations du R1. Agathe Rivière a développé la méthodologie qualitative des évaluations des projets PECOBAT (BIT) et Promopêche (BIT) en Mauritanie, du parcours INTEGRA (ITC) et du projet « Préparation à la vie professionnelle » (GIZ) en Guinée, ainsi que du projet PARERBA au Sénégal. Dans le cadre des évaluations R1, Agathe Rivière a procédé à l'assurance qualité de nombreux rapports.

**Yatacko Tamboura** a collaboré avec le Centre de Recherche et Développement Économique et Social (CRDES) de 2016 à 2018, où elle a évalué l'impact de divers projets financés au Sénégal par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD) et la coopération allemande (GIZ). Ces programmes avaient pour objectif de lutter contre l'extrême pauvreté et de soutenir les familles vulnérables dans des domaines tels que la protection de l'enfance (malnutrition), l'environnement (déforestation) et la santé communautaire.

Depuis 2019, Yatacko Tamboura travaille en tant que consultante indépendante pour divers organismes, se spécialisant dans la collecte, l'analyse et la dissémination de données économiques, sociopolitiques et démographiques, ainsi que dans le suivi et l'évaluation de projets. En 2022, elle rejoint C4ED en tant que consultante, se concentrant sur l'évaluation qualitative des projets financés par le FFU en Guinée, en Mauritanie et au Sénégal. Elle a notamment contribué à l'évaluation du parcours INTEGRA (ITC) et du projet « Préparation à la vie professionnelle » (GIZ) en Guinée, ainsi qu'au projet PARERBA au Sénégal. Depuis 2024, Yatacko Tamboura fait partie de l'équipe d'évaluation du portefeuille de projets du FFU (R2).

**Dr. Thomas Eekhout** est spécialiste du suivi et de l'évaluation au C4ED. Il a huit ans d'expérience dans la conduite et la gestion d'évaluations d'impact qui s'appuient sur la complémentarité des méthodes mixtes. Plus spécifiquement, il a développé une expertise dans les domaines de l'économie du travail, de l'éducation et de l'environnement, avec une expérience de terrain en Afrique subsaharienne et en Amérique latine. Avant de rejoindre le C4ED, il a étudié les obstacles au développement des MPME dans les pays en développement, en se concentrant plus

## **ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**

### **– Rapport final –**

particulièrement sur le secteur informel urbain d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso et Sénégal). Ses recherches, en partenariat avec l'opérateur de télécommunications Orange, l'ont également amené à explorer les effets des nouvelles technologies (mobiles), des réseaux sociaux et des services financiers (formels et informels) sur les performances économiques. Il a personnellement conçu, développé et contrôlé des enquêtes mixtes pour collecter des indicateurs difficiles à mesurer tels que les performances économiques (ventes, bénéfices, salaires, capital et compétences non techniques). Depuis 2021, il a dirigé de nombreuses évaluations d'impact pour le C4ED. Il est responsable de l'évaluation des impacts sur la déforestation, la production et la productivité des fermes-écoles en Équateur, mises en œuvre par le PNUD, et au Lesotho, mises en œuvre par la GIZ. Il dirige également une évaluation d'impact du SME Loop au Bénin financée par Deval mise en œuvre par la GIZ. Depuis 2023, Dr. Eekhout diversifie son expertise technique en menant des évaluations de suivi d'un projet WASH multi-pays mis en œuvre par l'UNICEF.

Depuis le début de la collaboration entre le C4ED et l'EUTF, le Dr. Eekhout a été le point focal et le coordinateur des évaluations R1. Il a dirigé les évaluations d'impacts du projet INTEGRA mis en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-SAH-GN-01-03), de la deuxième composante du projet RISE en Ouganda mis en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-HOA-UG-39-01), de la composante INTEGRA mise en œuvre par l'ITC (T05-EUTF-SAH-GN-01-01) ainsi que la composante du projet TEKKI FII mise en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-SAH-GM-03-01). Dans le cadre de cette évaluation, Dr. Eekhout a finalisé le rapport en assurant une cohérence avec les autres évaluations R1. Enfin, il a contribué à la triangulation des résultats R1 et R2 dans le rapport d'évaluation du portefeuille.

---

## 5.7 BIBLIOGRAPHY

- AFD. (2021). Résumé d'évaluation - Evaluation à mi-parcours de la mise en oeuvre du projet PECOBAT. Récupéré sur <https://www.afd.fr/fr/ressources/resume-evaluation-evaluation-mi-parcours-projet-pecobat-mauritanie>
- AFD. (2024). *Écoconstruction en Voûte Nubienne dans les régions sahéliennes et régions agricaines de climat sec - Guide pré-opérationnel*. Paris: AFD.
- African Development Fund. (2014). *Youth training and employment support project (PAFEJ): Appraisal report*.
- Altai Consulting. (2022). *EUTF Monitoring and Learning System SLC - S1 2022 Report - Annexes*. Récupéré sur [https://trust-fund-for-africa.europa.eu/system/files/2023-01/first\\_semester\\_monitoring\\_report\\_for\\_the\\_sahel\\_and\\_lake\\_chad\\_region\\_-\\_annexes\\_0.pdf](https://trust-fund-for-africa.europa.eu/system/files/2023-01/first_semester_monitoring_report_for_the_sahel_and_lake_chad_region_-_annexes_0.pdf)
- ANSADE. (2021). *Conditions de vie des ménages : Principaux indicateurs sociaux. EPCV 2019-2020*. République Islamique de Mauritanie.
- Arias, O. (2017, March). *Maximizing the impact of short-term training programs*. Récupéré sur World Bank: <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/515601530060083699-0160022017/original/Mar171230pmOmarAPPTSTTrainingIntEvidence32017JobsCC.pdf>
- Banque Mondiale. (2017). *Mauritanie - Transformation de la trajectoire de l'emploi des jeunes vulnérables*.
- Banque Mondiale. (2021). *Indicateurs du développement dans le monde*. Récupéré sur <https://databank.banquemondiale.org/source/world-development-indicators>
- Banque Mondiale. (2024). *Guinée*. Récupéré sur <https://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea/overview>

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

- Berrou, J.-P., & Eekhout, T. (2019). L'économie informelle : un défi au rêve d'émergence de l'Afrique ? *Revue Internationale*.
- BM. (2024, 04 08). *The World Bank in Guinea*. Récupéré sur <https://www.worldbank.org/en/country/guinea/overview>
- Boyer, F., Lima, S., & Mounkaïla, H. (2023, juin 12). Après le Sommet de la Valette, quelles pratiques et politiques migratoires en Afrique ? *L'Espace Politique*. Récupéré sur <http://journals.openedition.org/espacepolitique/10825>
- Caria, S., Orkin, K., Andrew, A., Garlick, R., Heath, R., & Singh, N. (2024, February). Barriers to Search and Hiring in Urban Labour Markets. Récupéré sur [https://voxdev.org/sites/default/files/2024-02/Barriers\\_search\\_hiring\\_urban\\_labour\\_markets\\_Issue\\_1.pdf](https://voxdev.org/sites/default/files/2024-02/Barriers_search_hiring_urban_labour_markets_Issue_1.pdf)
- Chemonics. (2023, June 23). *Workforce development for a resilient future*. Récupéré sur <https://chemonics.com/blog/workforce-development-for-a-resilient-future/>
- Cour des Comptes Européennes. (2018). *Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique: un instrument souple, mais pas assez ciblé*. Récupéré sur [https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18\\_32/SR\\_EUTF\\_AFRICA\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_32/SR_EUTF_AFRICA_FR.pdf)
- Département de Statistiques, République d'Afrique du Sud. (2020, June 24). *Vulnerability of youth in the South African labour market*. Récupéré sur <https://www.statssa.gov.za/?p=13379>
- EU. (2024). Délégation de l'Union Européenne en Mauritanie. Récupéré sur [https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritanie\\_fr?s=109](https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritanie_fr?s=109)
- Fargues, P. (2016). Un million de migrants arrivés sans visa en Europe en 2015: Qui sont-ils? *Population & Sociétés*.

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

- Faye, M. (2016). *Construction d'une chambre froide de stockage de poissons frais sur l'aéroport de Nouadhibou.*
- Fergusson, D. M. (2014, 71(9), 1025–1031 2014.652). *Impact of a Major Disaster on the Mental Health of a Well-Studied Cohort.* Récupéré sur JAMA Psychiatry: <https://doi.org/10.1001/jamapsychiatry>
- Filmer, D. &. (2014). Youth Employment in Sub-Saharan Africa. Africa Development Forum. Washington, DC, World Bank and Agence Francaise de Développement.
- Fonds International de Développement Agricole. (2016). *République Islamique de Mauritanie.*
- Fonds International de Développement Agricole. (2024). *Guinée.* Récupéré sur <https://www.ifad.org/fr/web/operations/w/pays/guinea>
- François, M. (2019). La formation continue, levier de développement des compétences. Dans O. Bachelard, *La formation professionnelle dans les services publics. Nouveaux enjeux, nouvelles pratiques* (pp. 107-114). Rennes: Presses de l'EHESP.
- Human Rights Watch. (s.d.). Crise migratoire en Europe. Consulté le September 04, 2024, sur <https://www.hrw.org/fr/tag/crise-migratoire-en-europe>
- Ibourk, A. (2020). *Potentiel de partenariats pour les compétences et la migration en Mauritanie* . Récupéré sur Bureau International du Travail.
- International Initiative for Impact Evaluation. (2018). *Vocational and business training to improve women's labour market outcomes in low-and middle-income countries.* London: 3ie.
- Jäger, M. (2016). *Dual Vocational Education and Training as an Option in Development Cooperation: Survey of experts on behalf of the Donor Committee for dual Vocational Education and Training - Final Report.* ADA, LED, .

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

- J-PAL. (2023, March). Vocational and skills training programs to improve labor market outcomes. Récupéré sur <https://www.povertyactionlab.org/policy-insight/vocational-and-skills-training-programs-improve-labor-market-outcomes>
- La Voûte Nubienne. (2024, 07 18). Récupéré sur [https://www.lavoutenubienne.org/IMG/pdf/catalogue\\_des\\_propositions\\_avn\\_-\\_v2.pdf](https://www.lavoutenubienne.org/IMG/pdf/catalogue_des_propositions_avn_-_v2.pdf)
- Lave, J. &. (1991). *Situated learning: Legitimate peripheral participation*. Cambridge: Cambridge University Press.
- ManpowerGroup. (2019). *Closing the Skills Gap: Know What Workers Want*. ManpowerGroup. Récupéré sur <https://workforce-resources.manpowergroup.com/white-papers/closing-the-skills-gap-know-what-workers-want>
- Mbaye, A. A., & Gueye, F. (2018). *Marchés du travail et emplois en Afrique de l'Ouest*. Banque Africaine de Développement.
- McKee-Ryan, F. S. (2005). Psychological and Physical Well-Being During Unemployment: A Meta-Analytic Study. *Journal of Applied Psychology*, 90 (1), 53-76. Récupéré sur <https://doi.org/10.1037/0021-9010.90.1.53>
- Nodalis Conseil. (2021). *Évaluation à mi-parcours du projet PECOBAT*.
- OECD Development Centre. (2017). *Youth Aspirations and the Reality of Jobs in Developing Countries*. Paris: OECD Publishing.
- Office de l'Emploi de la Statistique. (2012). *Situation de l'Emploi et du Secteur Informel en Mauritanie en 2012*.
- Office National de la Statistique. (2017). *Situation de l'Emploi et du Secteur Informel en Mauritanie en 2017*.

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

- OIT. (2018). *Women and men in the informal economy: A statistical picture. Third edition.*  
Récupéré sur <https://www.ilo.org/publications/women-and-men-informal-economy-statistical-picture-third-edition>
- OIT. (2021). *Groupe de travail chargé de la discussion générale: Compétences et apprentissage tout au long de la vie.* Conference Internationale du Travail, 109ème session, Genève. Récupéré sur [file:///C:/Users/AgatheRivi%C3%A8re/Downloads/wcms\\_830860.pdf](file:///C:/Users/AgatheRivi%C3%A8re/Downloads/wcms_830860.pdf)
- OIT. (2023). *Appui à la dynamisation du développement économique local dans les zones défavorisées - Rapport final de l'évaluation de PECOBAT 1.*
- OIT. (2023). *Appui à la dynamisation du développement économique local dans les zones défavorisées-Rapport final d'Evaluation.*
- OIT. (2023). *Rapport final Évaluation indépendante du projet PECOBAT 2.*
- ONS. (2017). *Situation de l'Emploi du Secteur Informel en Mauritanie en 2017.* Office National de la Statistique.
- Organisation Internationale pour les Migrations. (2018). *Cartographie et profil socio-économiques des communautés de retour en Mauritanie.*
- Osman, A., & Speer, J. D. (2022). *Are Soft Skills Enough? Experimental Evidence on Skill Complementary for College Graduates.*
- Refugee Studies Centre. (2013). *Local faith communities and the promotion of resilience in humanitarian situations.* Oxford: Oxford Department of International Development, University of Oxford.
- République Islamique de Mauritanie. (2004). *Loi n°2004-017 portant code du travail.* Récupéré sur <https://www.droit-afrique.com/upload/doc/mauritanie/Mauritanie-Code-2004-du-travail-MAJ-2009.pdf>

**ANNEXE 6 Mauritanie PECOBAT**  
**– Rapport final –**

- Sanchez, C., Schwaerzler, C., Parravicini, S., Aouad, W. A., & Onal, I. (2023, November 6). Unveiling the Shadow Economy. Récupéré sur <https://www.bcg.com/publications/2023/unveiling-the-shadow-economy>
- Schaberg, K. (2017, September). Can sector strategies promote longer-term effects? Three-year impacts from the Work Advance Demonstration.
- Schneider, F., & Enste, D. (2000). *Shadow Economies Around the World: Size, Causes, and Consequences*. WP/00/26: International Monetary Found.
- U.S. Department of State. (2022). *2022 Investment Climate Statements: Guinea*. Récupéré sur <https://www.afdb.org/en/news-and-events/guinea-bissau-energy-and-transport-infrastructure-core-african-development-banks-2022-2026-country-strategy-55260>
- UNDP. (2023, May 8). Breaking Barriers: Empowering Women in the Construction Industry. Botswana. Récupéré sur <https://www.undp.org/botswana/news/breaking-barriers-empowering-women-construction-industry>
- United Nations Development Programme. (2020). *Human Development Report 2020. The next frontier-human development and the anthropocene*. Récupéré sur United Nations.
- United States Institute of Peace. (2022, May 10). *Why Religion-Based Support is Vital for Afghan Refugees*. Récupéré sur <https://www.usip.org/blog/2022/05/why-religion-based-support-vital-afghan-refugees>

**Center for Evaluation and Development**

**C4ED**

**O7, 3**

**68161 Mannheim, Germany**

**Email: [info@c4ed.org](mailto:info@c4ed.org)**

**[www.c4ed.org](http://www.c4ed.org)**



Center for Evaluation  
and Development